



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017

FAITS SAILLANTS

	Trimestres clos les			Neuf mois clos les		
	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)</i>						
	\$	\$	%	\$	\$	%
Opérations						
Produits	599 654	574 005	4,5	1 769 159	1 735 358	1,9
BAlIA ajusté ⁽¹⁾	264 831	253 151	4,6	784 141	760 434	3,1
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	—	1 126	—	—	7 476	—
Réclamations et litiges	—	10 499	—	—	10 499	—
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	450 000	—	—	450 000	—
Profit à la cession d'une filiale	—	—	—	—	(12 940)	—
Bénéfice (perte) de la période	82 082	(381 886)	—	242 273	(239 367)	—
Bénéfice (perte) de la période attribuable aux propriétaires de la Société	30 043	(117 670)	—	86 673	(59 143)	—
Flux de trésorerie						
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	243 584	186 209	30,8	620 267	487 916	27,1
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	100 742	94 905	6,2	285 122	359 355	(20,7)
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	109 639	91 934	19,3	338 433	210 044	61,1
Situation financière⁽²⁾						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	—	—	146 661	68 344	—
Immobilisations corporelles	—	—	—	1 967 042	2 004 247	(1,9)
Total de l'actif	—	—	—	5 551 804	5 495 520	1,0
Endettement ⁽³⁾	—	—	—	2 834 890	2 974 119	(4,7)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	—	—	—	569 840	503 344	13,2
Données par action⁽⁴⁾						
Bénéfice (perte) par action						
De base	1,81	(7,03)	—	5,21	(3,54)	—
Dilué(e)	1,80	(7,03)	—	5,17	(3,54)	—
Dividendes	0,34	0,295	15,3	1,02	0,885	15,3

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

(2) Au 31 mai 2017 et au 31 août 2016. Le total de l'actif et les capitaux propres ont été retraités pour l'exercice clos le 31 août 2016, comme il est présenté à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

(3) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés.

(4) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.



RAPPORT DE GESTION

Périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017

1. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco inc. (« Cogeco » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement aux rubriques « Stratégies et objectifs de l'entreprise » et « Projections financières pour l'exercice 2017 » du rapport de gestion annuel de 2016 de la Société pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés à la concurrence, au commerce, à la réglementation, à la technologie, aux finances, à la conjoncture économique, à la propriété, aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur notre réseau, sur nos infrastructures et sur nos systèmes, et aux litiges, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel de 2016 et du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel de 2016 de la Société.

2. STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Les objectifs de Cogeco sont d'offrir des services d'excellente qualité à ses clients et de créer de la valeur pour les actionnaires en augmentant la rentabilité et en assurant une croissance continue des produits. La Société maximise la rentabilité et la valeur pour les actionnaires en effectuant un contrôle rigoureux de ses dépenses. Pour y parvenir, Cogeco s'efforce d'améliorer l'efficacité de ses processus. La Société mesure sa performance à l'égard de ces objectifs en surveillant ses produits, son BAIIA ajusté⁽¹⁾ et ses flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾.

Les stratégies mises en œuvre à cette fin sont propres à chaque secteur, comme il est décrit ci-après.

SECTEUR DES COMMUNICATIONS

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications ») s'engage à offrir à ses clients des services d'excellente qualité et à accroître la valeur pour l'actionnaire. La Société se concentre sur l'optimisation de la rentabilité tout en gérant l'utilisation du capital de façon efficace pour générer une croissance future. Pour atteindre ces objectifs, Cogeco Communications a élaboré les stratégies suivantes :

Services à large bande canadiens et américains	Services de technologies de l'information et des communications aux entreprises (les « Services de TIC aux entreprises »)
Élargir l'offre de services, améliorer les services existants en les fournissant à des prix intéressants et rechercher des acquisitions à valeur ajoutée	Faire la promotion de la nouvelle image de marque au moyen d'une approche centrée sur les gens
Améliorer les réseaux à l'aide de technologies avancées à la fine pointe	Accroître notre bassin de clientèle à l'aide d'une stratégie de mise en marché améliorée qui vise particulièrement certains marchés horizontaux et verticaux
Améliorer l'expérience client et les processus d'affaires pour renforcer la fidélisation et la rétention des clients	Rationaliser et élargir notre gamme de produits pour mettre en marché des solutions pertinentes qui seront soutenues par un service à la clientèle exceptionnel
Maintenir une gestion solide du capital et un contrôle rigoureux des dépenses	Renforcer les processus et les systèmes internes afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et d'optimiser les infrastructures
	Optimiser l'utilisation des actifs courants afin d'optimiser les flux de trésorerie

Cogeco Communications mesure sa performance à l'égard de ces objectifs en surveillant ses produits, son BAIIA ajusté, sa marge d'exploitation, ses flux de trésorerie disponibles et l'intensité du capital. Pour plus de détails, se reporter au rapport annuel de 2016 de Cogeco Communications inc., disponible à l'adresse www.sedar.com ou sur le site Internet de la Société, à corpo.cogeco.com.

ACTIVITÉS DU SECTEUR DES MÉDIAS

Les activités du secteur des médias sont axées sur l'amélioration continue de la programmation et la diversification du portefeuille de produits en vue d'accroître la part de marché et, par le fait même, la rentabilité.

2.1 INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

PRODUITS

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, les produits ont augmenté de 33,8 millions \$, ou 1,9 %, par rapport au montant de 1,74 milliard \$ enregistré pour la période correspondante de l'exercice 2016, pour s'établir à 1,77 milliard \$, en raison de la croissance du secteur des communications, contrebalancée en partie par la diminution des produits provenant des activités du secteur des médias qui est attribuable à la vente de Métromédia CMR Plus inc. (« Métromédia ») le 5 janvier 2016.

BAIIA AJUSTÉ

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, le BAIIA ajusté a augmenté de 23,7 millions \$, ou 3,1 %, pour atteindre 784,1 millions \$, comparativement à 760,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016, en raison de l'amélioration du secteur des communications.

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 128,4 millions \$, ou 61,1 %, par rapport au montant de 210,0 millions \$ enregistré pour la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 338,4 millions \$, essentiellement en raison d'une baisse des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs dans le secteur des communications qui découle du calendrier de certaines initiatives et de l'optimisation des dépenses d'investissement qui a davantage été mise au premier plan. L'augmentation du BAIIA ajusté, le montant relatif aux réclamations et litiges comptabilisé à l'exercice précédent et la baisse des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ont également contribué à la hausse des flux de trésorerie disponibles.

3. CROISSANCE DE L'ENTREPRISE ET AUTRES DÉVELOPPEMENTS

Le 10 juillet 2017, Cogeco Communications inc. a annoncé que sa filiale, Atlantic Broadband, a conclu un accord avec Harron Communications, L.P., dans le but d'acquérir la quasi-totalité des actifs de ses systèmes de câblodistribution exerçant ses activités sous le nom de MetroCast (« MetroCast »), qui dessert environ 120 000 clients d'Internet, 76 000 clients de vidéo et 37 000 clients de la téléphonie. La transaction évaluée à 1,4 milliard \$ US inclut la valeur actualisée prévue des avantages fiscaux futurs de 310 millions \$ US et est assujettie aux ajustements de clôture habituels. Cette acquisition devrait être financée au moyen d'un financement par titres d'emprunt sans recours d'Atlantic Broadband et d'une participation en action de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans la société de portefeuille détenant Atlantic Broadband. La transaction est soumise aux conditions de clôture habituelles, aux approbations réglementaires, de même qu'à d'autres conditions habituelles. La Société prévoit conclure la transaction en janvier 2018.

Le sondage Numeris réalisé au printemps 2017 dans la région de Montréal par *Portable People Meter* (« PPM ») révèle que, dans le marché francophone de Montréal, *98,5 FM* est la radio qui se classe au premier rang auprès de tous les auditeurs de deux ans et plus (« 2+ »), tandis que *Rythme FM* a maintenu sa position de chef de file auprès de la catégorie « femmes de 25 à 54 ans » et que *CKOI* est bien positionnée auprès de l'ensemble des auditeurs de « 25 à 54 ans ». *The Beat* est la radio musicale qui se classe au premier rang dans le marché anglophone de Montréal auprès de tous les auditeurs de deux ans et plus (« 2+ »). Enfin, dans les autres régions du Québec, la plupart de nos stations de radio ont enregistré de bonnes cotes d'écoute.

4. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les			Neuf mois clos les		
	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	\$	\$	%
Produits	599 654	574 005	4,5	1 769 159	1 735 358	1,9
Charges d'exploitation	334 823	320 854	4,4	985 018	974 924	1,0
BAIIA ajusté	264 831	253 151	4,6	784 141	760 434	3,1

PRODUITS

Les produits pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 ont augmenté de 25,6 millions \$, ou 4,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2016, pour atteindre 599,7 millions \$, ce qui s'explique par la croissance des produits dans le secteur des communications. Pour les neuf premiers mois, les produits se sont chiffrés à 1,77 milliard \$, ce qui représente une hausse de 33,8 millions \$, ou 1,9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'amélioration au sein du secteur des communications, contrebalancée en partie par la diminution des produits provenant des activités du secteur des médias qui est attribuable à la vente de Métromédia le 5 janvier 2016.

Les produits du secteur des communications pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 ont augmenté de 24,9 millions \$, ou 4,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 565,2 millions \$, stimulés par la croissance de 9,8 % des activités des Services à large bande américains et de 3,3 % des activités des Services à large bande canadiens, conjuguée aux produits stables tirés des activités des Services de TIC aux entreprises. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les produits ont augmenté de 43,0 millions \$, ou 2,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 1,68 milliard \$, stimulés par la croissance de 5,7 % des activités des Services à large bande américains et de 2,5 % des activités des Services à large bande canadiens, facteur contrebalancé en partie par la diminution de 3,0 % enregistrée par les activités des Services de TIC aux entreprises. Pour plus de détails sur les produits, se reporter à la rubrique « Secteur des communications ».

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, les charges d'exploitation se sont chiffrées à 334,8 millions \$, soit une hausse de 14,0 millions \$, ou 4,4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2016. Pour les neuf premiers mois, les charges d'exploitation se sont chiffrées à 985,0 millions \$, soit une hausse de 10,1 millions \$, ou 1,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour les deux périodes tient essentiellement au secteur des communications. De plus, l'augmentation pour les neuf premiers mois a été contrebalancée en partie par la baisse des charges d'exploitation au sein des activités du secteur des médias en raison de la vente de Métromédia au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016.

Dans le secteur des communications, les charges d'exploitation pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 se sont chiffrées à 306,1 millions \$, soit une hausse de 13,6 millions \$, ou 4,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les charges d'exploitation ont augmenté dans l'ensemble de nos secteurs opérationnels. L'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien a également contribué à cette hausse. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les charges d'exploitation se sont chiffrées à 903,1 millions \$, soit une hausse de 20,5 millions \$, ou 2,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les charges d'exploitation ont augmenté dans les activités des Services à large bande canadiens et américains et sont demeurées essentiellement inchangées dans les activités des Services de TIC aux entreprises. Pour plus de détails sur les charges d'exploitation, se reporter à la rubrique « Secteur des communications ».

BAIIA AJUSTÉ

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, le BAIIA ajusté a augmenté de 11,7 millions \$, ou 4,6 %, pour atteindre 264,8 millions \$. Pour les neuf premiers mois, le BAIIA ajusté a augmenté de 23,7 millions \$, ou 3,1 %, pour s'établir à 784,1 millions \$. L'augmentation pour les deux périodes tient essentiellement à l'amélioration au sein du secteur des communications.

Dans le secteur des communications, le BAIIA ajusté pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017 a augmenté de 11,1 millions \$, ou 4,6 %, pour atteindre 254,2 millions \$, et de 22,1 millions \$, ou 3,0 %, pour atteindre 757,8 millions \$, respectivement. Pour les deux périodes, l'augmentation du BAIIA ajusté découle de l'amélioration des activités des Services à large bande canadiens et américains, contrebalancée en partie par une baisse du BAIIA ajusté tiré des activités des Services de TIC aux entreprises. Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté, se reporter à la rubrique « Secteur des communications ».

4.2 CHARGES FIXES

	Trimestres clos les			Neuf mois clos les		
	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Dotation aux amortissements	120 547	124 828	(3,4)	360 448	382 067	(5,7)
Charges financières	33 196	34 273	(3,1)	100 279	106 673	(6,0)

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, la dotation aux amortissements a diminué de 4,3 millions \$, ou 3,4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 120,5 millions \$, principalement en raison de l'amortissement complet de certaines immobilisations et de la perte de valeur d'immobilisations incorporelles comptabilisée au troisième trimestre de l'exercice 2016, facteurs contrebalancés en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et par la hausse des acquisitions d'immobilisations corporelles. Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, la dotation aux amortissements a diminué de 21,6 millions \$, ou 5,7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 360,4 millions \$, en raison essentiellement de la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles, de la dépréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien, de l'amortissement complet de certaines immobilisations et de la perte de valeur d'immobilisations incorporelles comptabilisée au troisième trimestre de l'exercice 2016.

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les charges financières ont diminué de 1,1 million \$, ou 3,1 %, et de 6,4 millions \$, ou 6,0 %, respectivement, pour s'établir à 33,2 millions \$ et à 100,3 millions \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, essentiellement en raison du niveau d'endettement plus faible qui s'explique par les flux de trésorerie disponibles générés. De plus, la diminution des charges financières au cours du trimestre a été contrebalancée en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

4.3 PERTE DE VALEUR DU GOODWILL ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016, Cogeco Communications a comptabilisé une perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles avant impôts sans effet sur la trésorerie de 450 millions \$ qui est liée à son secteur des Services de TIC aux entreprises.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'a eue la perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles sur les résultats financiers de Cogeco Communications pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2016.

<i>(en milliers de dollars)</i>	\$
Perte de valeur du goodwill	428 500
Perte de valeur des immobilisations incorporelles	21 500
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	450 000
Impôts sur le résultat	(16 048)
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles, déduction faite des impôts sur le résultat	433 952

4.4 RÉCLAMATIONS ET LITIGES

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016, la filiale de Cogeco Communications, Cogeco Peer 1, a comptabilisé un montant de 10,5 millions \$ relatif au règlement de réclamations et aux coûts liés à des litiges.

4.5 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les impôts sur le résultat ont augmenté de 14,7 millions \$ et de 25,1 millions \$, pour atteindre 29,0 millions \$ et 81,1 millions \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2016. La hausse pour les deux périodes est principalement attribuable à un bénéfice avant impôts sur le résultat, par rapport à une perte avant impôts sur le résultat pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent qui découle de la comptabilisation d'une perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles avant impôts sans effet sur la trésorerie de 450 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2016, dont une tranche n'était pas déductible. Cette augmentation est aussi attribuable à la hausse du taux d'imposition effectif lié aux investissements dans des établissements à l'étranger ainsi qu'à la réévaluation des actifs d'impôts différés effectuée au troisième trimestre de l'exercice 2016, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'imposition quasi adoptés.

Le 26 mars 2015, le gouvernement du Québec a annoncé, dans le cadre de son budget pour 2015, que le taux d'imposition sur le revenu des sociétés sera réduit graduellement de 0,1 % par année, le faisant ainsi passer de 11,9 % en 2017 à 11,5 % en 2020. Ces réductions de taux, qui ont été quasi adoptées le 15 novembre 2016, ont donné lieu à une diminution d'environ 1,6 million \$ des passifs d'impôts différés et des impôts différés pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017. De plus, le 8 juillet 2015, le gouvernement du Royaume-Uni a annoncé qu'il procéderait à des réductions du taux d'imposition sur le revenu des sociétés, qui passera ainsi de 20 % à 19 % le 1^{er} avril 2017, puis à 18 % le 1^{er} avril 2020. Ces réductions de taux, qui ont été quasi adoptées le 26 octobre 2015, ont donné lieu à une diminution des actifs d'impôts différés de 1,3 million \$ et à une augmentation des impôts différés du même montant au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016.

4.6 BÉNÉFICE (PERTE) DE LA PÉRIODE

Le bénéfice de la période pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 s'est chiffré à 82,1 millions \$, dont une tranche de 30,0 millions \$, ou 1,81 \$ par action, est attribuable aux propriétaires de la Société, contre une perte de 381,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016, dont une tranche de 117,7 millions \$, ou 7,03 \$ par action, était attribuable aux propriétaires de la Société. Le bénéfice de la période pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017 s'est chiffré à 242,3 millions \$, dont une tranche de 86,7 millions \$, ou 5,21 \$ par action, est attribuable aux propriétaires de la Société, contre une perte de 239,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, dont une tranche de 59,1 millions \$, ou 3,54 \$ par action, était attribuable aux propriétaires de la Société. La progression du bénéfice pour les deux périodes découlait de la perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles avant impôts sans effet sur la trésorerie de 450 millions \$ et d'un montant de 10,5 millions \$ relatif aux réclamations et litiges comptabilisés à l'exercice précédent, ces deux éléments s'étant produits dans le secteur des communications. La tranche restante de la variation s'explique par l'augmentation du BAIIA ajusté et par la diminution de la dotation aux amortissements, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des impôts sur le résultat. En outre, l'augmentation pour les neuf premiers mois clos le 31 mai 2017 a été contrebalancée en partie par le profit réalisé à la cession de Métromédia au cours de l'exercice précédent.

La participation ne donnant pas le contrôle correspond à une participation d'environ 68,3 % dans les résultats de Cogeco Communications. Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2017, le bénéfice de la période attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle s'est chiffré à 52,0 millions \$ et à 155,6 millions \$, respectivement, comparativement à une perte de 264,2 millions \$ et de 180,2 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, respectivement.

5. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco détient 31,7 % des actions de participation de Cogeco Communications, représentant 82,3 % des actions à droit de vote de Cogeco Communications.

Cogeco fournit des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services à Cogeco Communications en vertu d'une convention de services de gestion. En vertu de la convention, les honoraires de gestion sont payables mensuellement et correspondent à 0,85 % des produits consolidés de Cogeco Communications. De plus, la convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco Communications ou de la Société, dans l'éventualité où le montant des honoraires de gestion ne cadrerait plus avec les coûts, le temps et les ressources investis par Cogeco. Cogeco Communications rembourse à Cogeco les frais et débours engagés dans le cadre des services fournis aux termes de la convention.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par Cogeco Communications. Toutefois, au cours des neuf premiers mois clos le 31 mai 2017, Cogeco Communications a attribué 81 350 options sur actions (71 650 en 2016), elle n'a attribué aucune unité d'actions incitatives et elle a attribué 12 150 unités d'actions liées au rendement (11 150 en 2016) à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications. Au cours des périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, Cogeco Communications a facturé à Cogeco des montants de 163 000 \$ et de 465 000 \$ (162 000 \$ et 442 000 \$ en 2016), de 2 000 \$ et de 37 000 \$ (69 000 \$ et 248 000 \$ en 2016) et de 177 000 \$ et de 483 000 \$ (135 000 \$ et 364 000 \$ en 2016), respectivement, relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants.

Le 2 août 2016, une convention de prêt intersociétés a été conclue entre la Société et sa filiale, Cogeco Communications, en vertu de laquelle une facilité de crédit renouvelable a été constituée à l'usage de Cogeco Communications. Le montant maximal en capital de la facilité a été établi à 40 millions \$, et la totalité de ce montant a été versée à Cogeco Communications à la date de signature. La facilité de crédit est payable à vue, et les intérêts sont calculés sur le solde quotidien à un taux annuel équivalant à celui de la facilité renouvelable canadienne de Cogeco Communications. Le prêt intersociétés a été entièrement remboursé par Cogeco Communications au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017.

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

6. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	31 mai 2017	31 mai 2016	31 mai 2017	31 mai 2016
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	243 584	186 209	620 267	487 916
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(100 752)	(95 396)	(277 376)	(311 377)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(48 740)	(61 090)	(265 497)	(248 722)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	253	(256)	923	(60)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	94 345	29 467	78 317	(72 243)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	52 316	62 479	68 344	164 189
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	146 661	91 946	146 661	91 946

6.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au troisième trimestre de l'exercice 2017, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 243,6 millions \$, ce qui représente une augmentation de 57,4 millions \$, ou 30,8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation de 11,7 millions \$ du BAIIA ajusté;
- la diminution de 38,4 millions \$ des impôts sur le résultat payés attribuable au calendrier des paiements relatifs au report des acomptes provisionnels jusqu'au début de l'exercice 2018 en vertu de la réorganisation de la structure d'entreprise de certaines filiales canadiennes de Cogeco Communications; et
- le montant de 10,5 millions \$ relatif aux réclamations et litiges comptabilisé à l'exercice précédent; partiellement contrebalancés par
- la diminution de 7,0 millions \$ de la variation des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 620,3 millions \$, ce qui représente une augmentation de 132,4 millions \$, ou 27,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2016, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation de 23,7 millions \$ du BAIIA ajusté;
- la diminution de 96,4 millions \$ des impôts sur le résultat payés attribuable au calendrier des paiements relatifs au report des acomptes provisionnels jusqu'au début de l'exercice 2018 en vertu de la réorganisation de la structure d'entreprise de certaines filiales canadiennes de Cogeco Communications;
- le montant de 10,5 millions \$ relatif aux réclamations et litiges comptabilisé à l'exercice précédent; et
- la diminution de 10,3 millions \$ des charges financières payées; partiellement contrebalancés par
- la diminution de 19,9 millions \$ de la variation des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement.

6.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les activités d'investissement ont augmenté de 5,4 millions \$, ou 5,6 %, pour atteindre 100,8 millions \$, et ont diminué de 34,0 millions \$, ou 10,9 %, pour s'établir à 277,4 millions \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation pour le trimestre s'explique principalement par l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs. La diminution pour les neuf premiers mois découle principalement de la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs, contrebalancée en partie par la cession d'une filiale au deuxième trimestre de l'exercice 2016, pour un montant de 47,2 millions \$, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET D'AUTRES ACTIFS

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 96,0 millions \$ et à 270,8 millions \$, respectivement, ce qui représente une hausse de 5,9 millions \$ et une baisse de 72,3 millions \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2016, en raison essentiellement des facteurs suivants dans le secteur des communications :

Une augmentation et une diminution enregistrées par les activités des Services à large bande canadiens au cours du trimestre et des neuf premiers mois, respectivement, en raison

- d'une différence temporelle du calendrier des achats d'équipements à l'abonné, de l'infrastructure évolutive et des extensions de réseaux en raison du calendrier de certaines initiatives.

Une diminution enregistrée par les activités des Services de TIC aux entreprises au cours des deux périodes en raison

- de l'optimisation des dépenses d'investissement qui a davantage été mise au premier plan;
- du calendrier de certaines initiatives; et
- des investissements stratégiques effectués au centre de données de Kirkland au cours de l'exercice précédent.

Une augmentation enregistrée par les activités des Services à large bande américains au cours des deux périodes en raison

- des acquisitions additionnelles d'équipements à l'abonné qui sont attribuables à la croissance des unités de service primaire⁽¹⁾;
- des acquisitions additionnelles à l'égard de l'infrastructure évolutive et des extensions de réseaux, en raison de la croissance soutenue dans le secteur commercial, et pour l'agrandissement de notre réseau dans certaines régions desservies; et
- l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien au cours du troisième trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice 2016.

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 4,8 millions \$ et à 14,3 millions \$, respectivement, comparativement à 4,8 millions \$ et à 16,3 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016.

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES AU COURS DE L'EXERCICE 2017

Le 1^{er} septembre 2016, Cogeco Connexion, une filiale de Cogeco Communications, a conclu l'acquisition de l'ensemble des actions de Briand et Moreau Câble inc., une entreprise de câblodistribution régionale exerçant ses activités en Gaspésie, au Québec, qui desservait, au 1^{er} septembre 2016, 1 439 clients de services de vidéo et 808 clients de services Internet.

CESSION D'UNE FILIALE AU COURS DE L'EXERCICE 2016

Le 5 janvier 2016, la filiale de la Société, Cogeco Média, a mené à terme la vente de sa filiale Métromédia, une entreprise d'affichage publicitaire extérieur, pour une contrepartie en trésorerie de 47,5 millions \$ qui était assujettie à un ajustement du fonds de roulement net après la clôture. Le prix de vente a été réduit par des frais de vente d'environ 0,4 million \$. La valeur comptable de l'actif net cédé se chiffrait à 34,1 millions \$, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit avant impôts de 12,9 millions \$ dans les comptes consolidés de résultat.

6.3 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Au troisième trimestre de l'exercice 2017, les flux de trésorerie disponibles ont atteint 109,6 millions \$, ce qui représente une hausse de 17,7 millions \$, ou 19,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation de 11,7 millions \$ du BAIIA ajusté; et
- le montant de 10,5 millions \$ relatif aux réclamations et litiges comptabilisé à l'exercice précédent; contrebalancés par
- l'augmentation de 5,8 millions \$ des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs en raison du calendrier de certaines initiatives, facteurs contrebalancés en partie par le fait que l'optimisation des dépenses d'investissement est davantage mise au premier plan dans le secteur des communications.

Pour les neuf premiers mois, les flux de trésorerie disponibles se sont chiffrés à 338,4 millions \$, ce qui représente une hausse de 128,4 millions \$, ou 61,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- la diminution de 74,2 millions \$ des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs en raison du calendrier de certaines initiatives et de l'optimisation des dépenses d'investissement qui a davantage été mise au premier plan dans le secteur des communications;
- l'augmentation de 23,7 millions \$ du BAIIA ajusté;

(1) Représente la somme des clients des services de vidéo, Internet et de téléphonie.

- le montant de 10,5 millions \$ relatif aux réclamations et litiges comptabilisé à l'exercice précédent; et
- la diminution de 7,5 millions \$ des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, la baisse du niveau d'endettement découlant des remboursements sur la dette a entraîné une diminution de la trésorerie de 24,8 millions \$ et de 194,4 millions \$, respectivement, contre une baisse de la trésorerie de 43,1 millions \$ et de 192,3 millions \$, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016.

La variation tient principalement aux facteurs suivants :

	Trimestres clos les			Neuf mois clos les			Explications
	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire	(2 043)	3 534	(5 577)	(748)	26 863	(27 611)	Liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables	(20 326)	(37 238)	16 912	(173 323)	21 489	(194 812)	Remboursements sur les facilités renouvelables au cours des deux périodes de l'exercice 2017 en raison des flux de trésorerie disponibles générés. Remboursements sur les facilités renouvelables au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016 en raison des flux de trésorerie disponibles générés. Augmentation des facilités de crédit renouvelables pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, principalement en raison du remboursement des billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions \$ US, venant à échéance en octobre 2015, contrebalancée en partie par le remboursement sur la facilité à terme renouvelable de la Société.
Remboursement sur la dette à long terme et règlement des instruments financiers dérivés	(1 607)	(9 346)	7 739	(19 461)	(240 650)	221 189	Remboursements sur les facilités de crédit de premier rang au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2017. Remboursements sur les facilités de crédit de premier rang au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2016. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, remboursement des billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions \$ US, venant à échéance en octobre 2015, et règlement des instruments financiers dérivés connexes.
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	(837)	—	(837)	(837)	—	(837)	Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017.
	(24 813)	(43 050)	18 237	(194 369)	(192 298)	(2 071)	

DIVIDENDES

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017, un dividende déterminé trimestriel de 0,34 \$ par action a été versé aux porteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 5,6 millions \$, comparativement au dividende déterminé trimestriel de 0,295 \$, ou 4,9 millions \$, au troisième trimestre de l'exercice 2016. Les versements de dividendes au cours des neuf premiers mois ont totalisé 1,02 \$ par action, ou 17,0 millions \$, contre 0,885 \$ par action, ou 14,8 millions \$, à l'exercice précédent.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 28 juillet 2016, dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, Cogeco a annoncé son intention d'acquérir aux fins d'annulation jusqu'à 375 000 actions subalternes à droit de vote du 2 août 2016 au 1^{er} août 2017. Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, Cogeco a racheté et annulé 69 354 et 161 965 actions subalternes à droit de vote, d'une valeur moyenne attribuée de 0,6 million \$ et de 1,3 million \$, pour une contrepartie de 4,4 millions \$ et de 9,9 millions \$, respectivement.

La Société a l'intention de renouveler son programme d'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités afin d'acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à 550 000 actions subalternes à droit de vote, du 2 août 2017 au 1^{er} août 2018. Ce renouvellement est sujet à l'approbation de la Bourse de Toronto.

6.4 DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 13 juillet 2017, le conseil d'administration de Cogeco a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,34 \$ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 10 août 2017 aux actionnaires inscrits en date du 27 juillet 2017. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés, et s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

7. SITUATION FINANCIÈRE

7.1 FONDS DE ROULEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco maintient un fonds de roulement déficitaire en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créanciers sont payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus, ce qui permet à la Société d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui en résultent pour réduire l'endettement.

Les variations s'établissent comme suit :

	31 mai 2017	31 août 2016	Variation	Explications
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	146 661	68 344	78 317	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Créances clients et autres débiteurs	132 357	142 542	(10 185)	Principalement liés à un changement apporté au cycle de facturation au sein des activités des Services à large bande canadiens dans le secteur des communications, contrebalancé en partie par la croissance des produits.
Impôts sur le résultat à recevoir	8 222	12 707	(4 485)	Non significatif
Charges payées d'avance et autres	25 534	17 125	8 409	Hausse des montants payés d'avance dans le cadre des conventions d'entretien annuel.
Instrument financier dérivé	286	1 040	(754)	Non significatif
	313 060	241 758	71 302	
Passifs courants				
Endettement bancaire	3 367	4 115	(748)	Non significatif
Dettes fournisseurs et autres créanciers	239 319	312 914	(73 595)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Provisions	25 105	31 078	(5 973)	Principalement liées au règlement de réclamations et de litiges au sein des activités des Services de TIC aux entreprises dans le secteur des communications au cours du troisième trimestre.
Passifs d'impôts sur le résultat	84 029	28 910	55 119	Calendrier des paiements au titre des impôts sur le résultat relatifs au report des acomptes provisionnels au début de l'exercice 2018 en vertu de la réorganisation de la structure d'entreprise de certaines filiales canadiennes de Cogeco Communications.
Produits différés et perçus d'avance	74 159	61 707	12 452	Principalement liés à un changement apporté au cycle de facturation au sein des activités des Services à large bande canadiens dans le secteur des communications.
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	118	—	118	Non significatif
Tranche à court terme de la dette à long terme	129 217	22 527	106 690	Principalement liée à la débenture non garantie de premier rang d'une valeur de 100 millions \$ de Cogeco Communications, venant à échéance en mars 2018.
	555 314	461 251	94 063	
Fonds de roulement déficitaire	(242 254)	(219 493)	(22 761)	

7.2 AUTRES VARIATIONS IMPORTANTES

	31 mai 2017	31 août 2016	Variation	Explications
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	1 967 042	2 004 247	(37 205)	Excédent de la dotation à l'amortissement sur les dépenses d'investissement, contrebalancé en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Goodwill	1 103 633	1 079 365	24 268	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Passifs non courants				
Dette à long terme	2 681 550	2 922 078	(240 528)	Remboursements sur la facilité à terme renouvelable et sur les facilités de crédit de premier rang de Cogeco Communications, conjugués à la débenture non garantie d'une valeur de 100 millions \$ de Cogeco Communications, venant à échéance en mars 2018, contrebalancés en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel	4 659	16 912	(12 253)	Gains actuariels comptabilisés au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017.
Passifs d'impôts différés	642 052	620 820	21 232	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

7.3 DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco au 30 juin 2017. Se reporter à la note 12 des états financiers consolidés pour obtenir de plus amples renseignements.

	Nombre d'actions	Montant \$
<i>(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions)</i>		
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	1 842 860	12
Actions subalternes à droit de vote	14 807 607	120 497

7.4 FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco inc. a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location simple et de location-financement ainsi que de garanties. Les obligations de Cogeco, présentées dans le rapport annuel de 2016, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2016.

Le 9 décembre 2016, la filiale de la Société, Cogeco Communications inc., a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable, dont l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, soit jusqu'au 24 janvier 2022. En outre, le 5 décembre 2016, la Société a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable. Aux termes de ces modifications, l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, soit jusqu'au 1^{er} février 2022.

Au 31 mai 2017, la facilité à terme renouvelable, d'un montant de 50 millions \$, de la Société était inutilisée et un montant de 5,4 millions \$ avait été utilisé sur la facilité à terme renouvelable de Cogeco Communications, d'un montant de 800 millions \$, pour une disponibilité restante de 794,6 millions \$. Par ailleurs, deux filiales de Cogeco Communications bénéficient également d'une facilité renouvelable de 202,5 millions \$ (150 millions \$ US), dont un montant de 56,6 millions \$ (41,9 millions \$ US) avait été utilisé au 31 mai 2017, pour une disponibilité restante de 145,9 millions \$ (108,1 millions \$ US).

7.5 NOTATIONS

Le 14 décembre 2016, en raison strictement d'une modification générale de sa méthodologie, S&P Global Ratings a réduit sa cote accordée aux titres d'emprunt garantis de premier rang émis par Cogeco Communications inc., la faisant passer de « BBB » à « BBB- », suivant la publication, le 7 décembre 2016, de ses critères révisés en matière de notation des émissions de titres d'emprunt par des sociétés émettrices de titres de la catégorie spéculative. En vertu des critères révisés, les notations attribuées aux instruments d'emprunt émis par des sociétés assorties d'une cote d'émetteur de « BB+ » ne sont pas généralement plus élevées que le niveau se situant au-dessus de la notation de l'émetteur. L'abaissement de la cote accordée aux titres d'emprunt garantis, qui est maintenant de « BBB- », n'est donc pas le reflet d'un changement du profil de crédit sous-jacent de Cogeco Communications. La notation accordée aux titres d'emprunt garantis par S&P correspond maintenant aux notations accordées par DBRS et par Fitch aux titres d'emprunt garantis.

Suite à l'annonce de l'acquisition de MetroCast, l'ensemble des notations de Cogeco Communications et d'Atlantic Broadband ont été confirmées.

7.6 GESTION FINANCIÈRE

Risque de taux d'intérêt

La Société et sa filiale, Cogeco Communications, sont exposées au risque de taux d'intérêt relativement à leurs instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 31 mai 2017, la totalité de la dette à long terme de la Société et de Cogeco Communications portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes des facilités de crédit de premier rang de Cogeco Communications.

Pour réduire ce risque, Cogeco Communications a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en circulation au 31 mai 2017.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,6120 %	30 octobre 2017	Facilité d'emprunt à terme A-3
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,9870 %	31 juillet 2019	Facilité d'emprunt à terme A-2

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 6,2 millions \$ en fonction de la dette existante au 31 mai 2017.

Risque de change

Cogeco Communications est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières d'approximativement 7,5 millions \$ en fonction de la dette existante au 31 mai 2017.

De plus, les investissements nets de Cogeco Communications dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Le risque lié au dollar américain est réduit, puisque la majeure partie des prix d'achat d'Atlantic Broadband et de Cogeco Peer 1 ont été empruntés directement en dollars américains.

Le tableau qui suit présente les investissements nets dans des établissements à l'étranger en cours au 31 mai 2017.

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	790 millions \$ US	901,7 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains
s.o.	— £	29,2 millions £	s.o.

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 31 mai 2017 étaient de 1,3500 \$ pour un dollar américain (1,3116 \$ au 31 août 2016) et de 1,7387 \$ pour une livre sterling (1,7223 \$ au 31 août 2016). Une baisse de 10 % des taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait diminuer les autres éléments du résultat global d'approximativement 20,1 millions \$.

Les taux moyens en vigueur au cours des périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des communications s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les			Neuf mois clos les		
	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation
	\$	\$	%	\$	\$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	1,3479	1,2996	3,7	1,3318	1,3370	(0,4)
Livre sterling par rapport au dollar canadien	1,7036	1,8669	(8,7)	1,6744	1,9699	(15,0)

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une hausse de 10 % du dollar américain ou de la livre sterling par rapport au dollar canadien sur les résultats d'exploitation du secteur des communications pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017.

	Secteur des communications			
	Trimestres clos		Neuf mois clos	
	Données présentées	Incidence du taux de change	Données présentées	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Produits	565 158	20 286	1 675 123	59 865
Charges d'exploitation	306 132	13 232	903 062	37 593
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	4 793	—	14 286	—
BAlIA ajusté	254 233	7 054	757 775	22 272
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	100 202	5 557	282 895	16 291
Flux de trésorerie disponibles	104 728	(258)	322 894	680

8. SECTEUR DES COMMUNICATIONS

8.1 STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	31 mai 2017			Ajouts nets (pertes nettes)		Ajouts nets (pertes nettes)	
	Données consolidées	Canada	États-Unis	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
				31 mai 2017	31 mai 2016	31 mai 2017 ⁽²⁾	31 mai 2016
Unités de service primaire ⁽¹⁾	2 534 925	1 926 537	608 388	(1 951)	(3 338)	24 928	14 097
Clients du service de vidéo	967 020	729 701	237 319	(9 977)	(8 928)	(17 374)	(22 252)
Clients du service Internet	1 034 686	764 350	270 336	11 167	10 382	46 513	43 068
Clients du service de téléphonie	533 219	432 486	100 733	(3 141)	(4 792)	(4 211)	(6 719)

(1) Représente la somme des clients des services de vidéo, Internet et de téléphonie.

(2) Exclut 2 247 unités de service primaire (1 439 clients du service de vidéo et 808 clients du service Internet) provenant d'un regroupement d'entreprises conclu par les Services à large bande canadiens au premier trimestre de l'exercice 2017.

VIDÉO

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 9 977 et à 17 374, respectivement, comparativement à 8 928 et à 22 252 pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016. La diminution plus marquée au cours du trimestre découle principalement des offres concurrentielles au sein du secteur et du changement des habitudes de consommation vidéo. La réduction des pertes pour les neuf premiers mois est essentiellement attribuable à l'intérêt que portent les clients à l'offre de produits de vidéo de la Société, y compris aux services de vidéo numérique avancée TiVo tant au Canada qu'aux États-Unis ainsi qu'aux forfaits de services Internet haute vitesse, facteurs partiellement contrebalancés par les offres concurrentielles au sein du secteur, par la maturité des catégories de services au Canada et par le changement des habitudes de consommation vidéo.

INTERNET

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les ajouts nets de clients du service Internet se sont établis à 11 167 et à 46 513, respectivement, comparativement à 10 382 et à 43 068 pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016. Les ajouts nets tiennent à l'intérêt soutenu que portent les clients aux offres de services à haute vitesse et aux services TiVo qui requièrent un abonnement à un service Internet, à la croissance durable du nombre de clients en provenance des revendeurs Internet et du secteur commercial, et également à l'intérêt soutenu à l'égard des forfaits de services.

TÉLÉPHONIE

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont chiffrées à 3 141 et à 4 211, respectivement, comparativement à 4 792 et à 6 719 pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016. La réduction des pertes pour les deux périodes s'explique principalement par la croissance soutenue dans les secteurs résidentiel et commercial aux États-Unis, contrebalancée en partie par l'augmentation de la pénétration de la téléphonie mobile et par diverses offres illimitées lancées au Canada par les exploitants de services de téléphonie mobile qui incitent les clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie mobile.

8.2 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les			Neuf mois clos les		
	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation	31 mai 2017	31 mai 2016	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Produits	565 158	540 257	4,6	1 675 123	1 632 093	2,6
Charges d'exploitation	306 132	292 555	4,6	903 062	882 566	2,3
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	4 793	4 587	4,5	14 286	13 888	2,9
BAIIA ajusté	254 233	243 115	4,6	757 775	735 639	3,0
Marge d'exploitation	45,0 %	45,0 %		45,2 %	45,1 %	

PRODUITS

Les produits pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 ont augmenté de 24,9 millions \$, ou 4,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 565,2 millions \$, stimulés par la croissance de 9,8 % des activités des Services à large bande américains et de 3,3 % des activités des Services à large bande canadiens, ainsi que par les produits stables tirés des activités des Services de TIC aux entreprises.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les produits ont augmenté de 43,0 millions \$, ou 2,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 1,68 milliard \$, stimulés par la croissance de 5,7 % des activités des Services à large bande américains et de 2,5 % des activités des Services à large bande canadiens, facteur contrebalancé en partie par la diminution de 3,0 % enregistrée par les activités des Services de TIC aux entreprises.

L'augmentation pour le trimestre s'explique essentiellement par les éléments suivants :

- les hausses tarifaires dans les activités des Services à large bande canadiens et américains;
- la croissance soutenue du nombre de clients du service Internet dans les activités des Services à large bande canadiens et du nombre de clients des services Internet et de téléphonie dans les activités des Services à large bande américains;
- la croissance du nombre de clients qui s'abonnent à des forfaits de plus grande valeur; et
- l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent; contrebalancées en partie par
- les pressions concurrentielles sur les tarifs des services d'hébergement et de connectivité réseau dans les activités des Services de TIC aux entreprises; et
- les pertes de clients des services de vidéo et de téléphonie dans les activités des Services à large bande canadiens.

L'augmentation pour les neuf premiers mois s'explique essentiellement par les éléments suivants :

- les hausses tarifaires dans les activités des Services à large bande canadiens et américains;
- la croissance soutenue du nombre de clients du service Internet dans les activités des Services à large bande canadiens et du nombre de clients des services Internet et de téléphonie dans les activités des Services à large bande américains;
- la croissance du nombre de clients qui s'abonnent à des forfaits de plus grande valeur;
- la croissance des produits tirés de la colocation dans les activités des Services de TIC aux entreprises; contrebalancées en partie par
- les pertes de clients des services de vidéo et de téléphonie dans les activités des Services à large bande canadiens;
- les pressions concurrentielles sur les tarifs des services d'hébergement et de connectivité réseau dans les activités des Services de TIC aux entreprises; et
- la dépréciation de la livre sterling par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

CHARGES D'EXPLOITATION ET HONORAIRES DE GESTION

Les charges d'exploitation pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 se sont chiffrées à 306,1 millions \$, soit une hausse de 13,6 millions \$, ou 4,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, les charges d'exploitation se sont chiffrées à 903,1 millions \$, soit une hausse de 20,5 millions \$, ou 2,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation pour le trimestre s'explique essentiellement par les éléments suivants :

- les hausses des tarifs de programmation dans les activités des Services à large bande canadiens et américains;
- les coûts engagés pour les unités de service primaire additionnelles;
- les coûts additionnels engagés pour soutenir les investissements stratégiques effectués dans les secteurs qui affichent une forte croissance;
- la hausse des frais engagés pour les installations, surtout pour le centre de données de Kirkland; et
- l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation pour les neuf premiers mois s'explique essentiellement par les éléments suivants :

- les hausses des tarifs de programmation dans les activités des Services à large bande canadiens et américains;
- les coûts engagés pour les unités de service primaire additionnelles;
- la hausse des frais engagés pour les installations, surtout pour le centre de données de Kirkland; et
- les coûts additionnels engagés pour soutenir les investissements stratégiques effectués dans les secteurs qui affichent une forte croissance; contrebalancés en partie par
- la dépréciation de la livre sterling par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. se sont établis à 4,8 millions \$ et à 14,3 millions \$, respectivement, comparativement à 4,6 millions \$ et à 13,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion du secteur des communications, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, le BAIIA ajusté a augmenté de 11,1 millions \$, ou 4,6 %, pour atteindre 254,2 millions \$, et de 22,1 millions \$, ou 3,0 %, pour atteindre 757,8 millions \$, respectivement. L'augmentation pour les deux périodes est attribuable à la croissance des produits supérieure à la croissance des charges d'exploitation.

La marge d'exploitation pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 est demeurée stable, à 45,0 %, et la marge d'exploitation pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017 a légèrement augmenté, passant de 45,1 % à 45,2 %, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2016, en raison de l'augmentation de la marge du secteur des Services à large bande canadiens, contrebalancée en partie par une légère baisse de la marge du secteur des Services à large bande américains et par une baisse de la marge du secteur des Services de TIC aux entreprises.

9. PROJECTIONS FINANCIÈRES PRÉLIMINAIRES POUR L'EXERCICE 2018

La rubrique qui suit comprend des énoncés prospectifs concernant les perspectives financières de Cogeco. Pour une description des facteurs de risque qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions de Cogeco, veuillez consulter la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du présent rapport de gestion et du rapport de gestion annuel de 2016 de la Société.

9.1 DONNÉES CONSOLIDÉES

Ces projections financières préliminaires n'incluent pas les résultats financiers prévus découlant de l'annonce d'un accord visant l'acquisition de MetroCast par Atlantic Broadband, une filiale de Cogeco Communications. Les projections seront révisées une fois la transaction conclue.

Les projections financières préliminaires de la Société pour l'exercice 2018 sont principalement tirées des projections financières préliminaires du secteur des communications, qui sont décrites ci-après.

Le tableau qui suit présente les projections financières préliminaires consolidées de l'exercice 2018.

	Projections préliminaires Exercice 2018 ⁽¹⁾	Projections révisées au 2 novembre 2016 Exercice 2017
(en millions de dollars)	\$	\$
Projections financières		
Produits	2 425 à 2 455	2 320 à 2 350
BAIIA ajusté	1 055 à 1 080	1 005 à 1 030
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	475 à 490	435 à 450
Flux de trésorerie disponibles	365 à 395	355 à 385

(1) Les projections financières de l'exercice 2018 sont fondées sur un taux de change estimatif de 1,33 \$ CA pour 1 \$ US et de 1,65 \$ CA pour 1 £, comparativement à 1,32 et à 1,65, respectivement, pour les projections financières révisées de l'exercice 2017. Le taux d'imposition effectif présumé pour les impôts exigibles est d'environ 23 %.

9.2 SECTEUR DES COMMUNICATIONS

Ces projections financières préliminaires n'incluent pas les résultats financiers prévus découlant de l'annonce d'un accord visant l'acquisition de MetroCast par Atlantic Broadband, une filiale de la Société. Les projections seront révisées une fois la transaction conclue.

Pour l'exercice 2018, Cogeco Communications prévoit que ses produits s'établiront entre 2,30 milliards \$ et 2,33 milliards \$. Au sein du secteur des Services à large bande canadiens, la croissance des produits devrait provenir essentiellement des secteurs résidentiel et commercial et de l'incidence des hausses tarifaires dans la plupart des services. Les produits tirés du secteur résidentiel devraient également augmenter en raison de l'intérêt soutenu à l'égard des services Internet, facteur contrebalancé en partie par la diminution des services de vidéo et de téléphonie attribuable à la maturité des catégories de services, aux offres concurrentielles au sein du secteur et au changement des habitudes de consommation vidéo. De plus, nous prévoyons que la pénétration des services de vidéo numérique et Internet continuera de profiter de l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée TiVo. La croissance dans le secteur commercial devrait être tributaire de la demande croissante des services Internet et de téléphonie ainsi que des clients en provenance des revendeurs Internet. Au sein du secteur des Services à large bande américains, la croissance des produits devrait provenir essentiellement de la croissance des unités de service primaire dans les secteurs résidentiel et commercial, ainsi que de l'incidence des hausses tarifaires dans la plupart des services. Les produits dans le secteur résidentiel devraient continuer de profiter de l'intérêt soutenu des clients à l'égard de l'ensemble des services, y compris les services de vidéo numérique avancée TiVo, ainsi que de la poursuite de l'expansion en Floride. En outre, la croissance des produits dans le secteur commercial devrait découler des nouvelles offres dans les services Internet et de téléphonie. Dans le secteur des Services de TIC aux entreprises, la croissance des produits devrait découler essentiellement des services d'informatique en nuage, en raison de services supplémentaires, facteur contrebalancé en partie par la diminution des services de connectivité réseau en raison des pressions concurrentielles sur les tarifs.

Le BAIIA ajusté devrait s'établir entre 1 025 millions \$ et 1 050 millions \$ en raison d'une croissance des produits supérieure à la croissance des charges d'exploitation qui s'explique par les initiatives de réduction des coûts découlant de l'amélioration des systèmes et des processus, contrebalancée en partie par les initiatives de marketing, par les coûts additionnels visant à appuyer la croissance des produits et par les hausses annuelles des tarifs de programmation. La marge d'exploitation devrait demeurer essentiellement inchangée par rapport aux projections financières révisées pour l'exercice 2017.

Les flux de trésorerie disponibles devraient se situer dans la même fourchette que celle présentée dans les projections financières révisées pour l'exercice 2017 en raison de l'augmentation du BAIIA ajusté, facteur partiellement contrebalancé par la hausse des dépenses d'investissement et des impôts exigibles. Par conséquent, les flux de trésorerie disponibles générés devraient permettre de réduire l'endettement, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et, par le fait même, d'améliorer les ratios d'endettement nets de la Société.

Le ratio d'intensité du capital devrait augmenter par rapport aux projections financières révisées pour l'exercice 2017, en raison principalement de la hausse importante des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains qui s'explique par la poursuite de l'expansion dans les secteurs qui affichent une forte croissance en Floride.

Le tableau qui suit présente les projections financières préliminaires consolidées de l'exercice 2018.

	Projections préliminaires Exercice 2018 ⁽¹⁾	Projections révisées au 2 novembre 2016 Exercice 2017
(en millions de dollars)	\$	\$
Projections financières		
Produits	2 300 à 2 330	2 200 à 2 230
BAIIA ajusté	1 025 à 1 050	980 à 1 005
Marge d'exploitation	44,6 % à 45,1 %	44,5 % à 45,1 %
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	470 à 485	430 à 445
Flux de trésorerie disponibles	345 à 375	345 à 375
Intensité du capital	20,5 % à 21,0 %	19,5 % à 20,0 %

- (1) Les projections financières de l'exercice 2018 sont fondées sur un taux de change estimatif de 1,33 \$ CA pour 1 \$ US et de 1,65 \$ CA pour 1 £, comparativement à 1,32 et à 1,65, respectivement, pour les projections financières révisées de l'exercice 2017. Le taux d'imposition effectif présumé pour les impôts exigibles est d'environ 23 %.

10. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les IFRS. Le président et chef de la direction (« chef de la direction ») et le premier vice-président et chef de la direction financière (« chef de la direction financière »), conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (les « CPCI ») et un CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé *Internal Control Integrated Framework* du *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission* publiée en mai 2013.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 31 mai 2017 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours des périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017.

11. INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco figure dans le rapport annuel de 2016 disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2016, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

Le 9 avril 2015, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a lancé une consultation publique visant à examiner les services de télécommunication de base qui devraient être offerts à tous les Canadiens à un prix abordable. Dans le cadre de cette instance, le CRTC a tenté de déterminer si le service d'accès Internet à large bande devrait faire partie de la définition actuelle des services de télécommunication de base et si le régime de subvention actuel pour le service téléphonique local devrait être modifié afin de permettre le financement de l'expansion du service d'accès Internet dans les régions rurales et éloignées.

Le 21 décembre 2016, le CRTC a rendu sa décision et déterminé que l'accès à un service Internet à large bande est maintenant un service de télécommunication de base pour tous les Canadiens. Le CRTC a créé un nouveau fonds pour soutenir des projets qui visent à bâtir ou à mettre à jour l'infrastructure pour l'accès aux services Internet à large bande sur réseaux fixes et mobiles afin d'atteindre des cibles précises. Le fonds versera jusqu'à 750 millions \$ au cours des cinq premières années. Le régime de subvention actuel pour le service téléphonique local du CRTC sera retiré progressivement et passera ensuite en grande partie au nouveau mécanisme de financement. De plus, l'actuel financement sera étendu pour inclure les revenus provenant des services d'accès Internet et de messagerie texte. Cette modification du calcul des frais en pourcentage des revenus entrera en vigueur dès la première année de la mise en œuvre du nouveau fonds, et le CRTC prévoit que les frais en pourcentage des revenus seront à peu près les mêmes que ceux actuellement en vigueur, c'est-à-dire 0,63 %. Deux instances de suivi ont été lancées en avril 2017 pour examiner toutes les questions liées au nouveau mécanisme de financement et la façon dont le régime de subvention des services locaux actuel sera retiré progressivement.

Dans son plan budgétaire daté du 23 mars 2017, le gouvernement fédéral a proposé d'examiner et de moderniser la *Loi sur la radiodiffusion* et la *Loi sur les télécommunications*. Dans le cadre de cet examen, le gouvernement a indiqué qu'il examinera des questions comme les télécommunications et la création de contenu à l'ère numérique, la neutralité et la diversité culturelle d'Internet, et la façon d'assurer un avenir plus solide aux médias canadiens et à la création de contenu canadien. Le calendrier de l'examen et d'autres détails seront annoncés ultérieurement. Il est impossible de déterminer pour l'instant si cet examen aura une incidence significative sur les activités de la Société.

12. MÉTHODES COMPTABLES

12.1 NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Un certain nombre de nouvelles normes, d'interprétations et de modifications des normes actuelles publiées par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB ») sont obligatoires, mais ne sont pas encore entrées en vigueur pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, et elles n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Ces normes sont décrites à la rubrique « Développements futurs en matière de comptabilité au Canada » du rapport annuel de 2016 de la Société, disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

12.2 MODIFICATIONS DES MÉTHODES ET DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Il n'y a eu aucun changement important des méthodes et des estimations comptables critiques de Cogeco depuis le 31 août 2016, à l'exception de ce qui suit. Une description des méthodes et des estimations comptables de la Société figure dans le rapport annuel de 2016, disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

En 2016, l'*IFRS Interpretations Committee* (l'« IFRIC ») a été sollicité pour fournir des éclaircissements relativement à la façon dont une entité détermine la méthode prévue de recouvrement de la valeur d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée aux fins du calcul des impôts différés. Dans le cadre de ses réflexions, l'IFRIC a précisé qu'une entité devrait utiliser le taux d'imposition se rapportant à la méthode prévue de recouvrement afin d'évaluer les impôts différés. De plus, le fait qu'une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée ne soit pas amortie ne permet pas nécessairement de conclure que la méthode de recouvrement sera par la vente. À la suite de ces éclaircissements, la Société a modifié de façon rétrospective sa méthode comptable au 1^{er} septembre 2016 et elle a retraité les données de la période précédente pour tenir compte de cette modification, comme il est expliqué plus loin.

IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précise que l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés reflète les conséquences fiscales qui résultent de la façon dont l'entité s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs. La valeur comptable est recouvrée sous la forme d'avantages économiques pour l'entité au cours de périodes futures; par conséquent, la valeur des actifs est recouvrée par la vente ou l'utilisation.

Pour appliquer la nouvelle interprétation, la Société a constaté que l'avantage de ses licences de câblodistribution et de ses licences de radiodiffusion ira à la Société chaque année et que, par conséquent, leur valeur comptable sera recouvrée par l'utilisation. Cet avantage sera donc assujéti à un taux d'imposition plus élevé.

Par conséquent, la Société a modifié sa méthode comptable en ce qui concerne le taux d'imposition utilisé pour déterminer les conséquences fiscales à la date de présentation de l'information financière. La Société est d'avis que cette modification de méthode comptable reflétera mieux la façon dont la valeur de l'actif sera recouvrée par la Société. La modification de méthode comptable a été appliquée de façon rétrospective et entraîne les changements suivants dans les états financiers consolidés de la Société :

	Précédemment présenté	Incidence de la modification de méthode comptable	Actuellement présenté
	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2015			
Actifs d'impôts différés	25 601	(4 093)	21 508
Passifs d'impôts différés	528 211	120 002	648 213
Bénéfices non distribués	453 119	(44 785)	408 334
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 197 120	(79 310)	1 117 810
Solde au 31 août 2016			
Actifs d'impôts différés	26 497	(4 093)	22 404
Passifs d'impôts différés	500 818	120 002	620 820
Bénéfices non distribués	397 182	(44 785)	352 397
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 020 140	(79 310)	940 830

13. MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non définies par les IFRS qu'utilise Cogeco tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de la Société et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de nos unités d'exploitation. Le rapprochement entre les « flux de trésorerie disponibles » et le « BAIIA ajusté » et les mesures financières les plus comparables définies par les IFRS est également présenté. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Mesure non définie par les IFRS	Utilisation	Calcul	Mesure la plus comparable selon les IFRS
Flux de trésorerie disponibles	La direction et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie disponibles pour mesurer la capacité de Cogeco à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.	Flux de trésorerie disponibles : - flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation; Ajouter : - amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme; - variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie; - impôts sur le résultat payés; - charges financières payées; Déduire : - impôts exigibles; - charges financières; - acquisition d'immobilisations corporelles; - acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
BAIIA ajusté	Le BAIIA ajusté est une mesure clé couramment présentée et utilisée dans le secteur des télécommunications, puisqu'il permet d'établir une comparaison entre des sociétés dont la structure du capital diffère et qu'il constitue une mesure plus actuelle, celle-ci ne comprenant pas les investissements passés dans les actifs. Le BAIIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. Le BAIIA ajusté des unités d'exploitation de Cogeco correspond au bénéfice sectoriel présenté à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.	BAIIA ajusté : - bénéfice (perte) de la période; Ajouter : - impôts sur le résultat; - profit à la cession d'une filiale; - charges financières; - dotation aux amortissements; - frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; - perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles; - réclamation et litiges.	Bénéfice (perte) de la période

13.1 RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	31 mai 2017	31 mai 2016	31 mai 2017	31 mai 2016
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	243 584	186 209	620 267	487 916
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	2 307	2 314	6 850	7 104
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	(26 103)	(33 132)	48 422	28 513
Impôts sur le résultat payés	2 216	40 636	12 663	109 055
Impôts exigibles	(23 670)	(26 442)	(72 472)	(74 927)
Charges financières payées	45 243	51 527	108 104	118 411
Charges financières	(33 196)	(34 273)	(100 279)	(106 673)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(95 987)	(90 092)	(270 779)	(343 064)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(4 755)	(4 813)	(14 343)	(16 291)
Flux de trésorerie disponibles	109 639	91 934	338 433	210 044

13.2 RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ

	Trimestres clos les		Neuf mois clos les	
	31 mai 2017	31 mai 2016	31 mai 2017	31 mai 2016
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (perte) de la période	82 082	(381 886)	242 273	(239 367)
Impôts sur le résultat	29 006	14 311	81 141	56 026
Profit à la cession d'une filiale	—	—	—	(12 940)
Charges financières	33 196	34 273	100 279	106 673
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	450 000	—	450 000
Dotation aux amortissements	120 547	124 828	360 448	382 067
Réclamations et litiges	—	10 499	—	10 499
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	—	1 126	—	7 476
BAIIA ajusté	264 831	253 151	784 141	760 434

14. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos	les 31 mai		le 28 février	le 29 février	les 30 novembre		les 31 août	
<i>(en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>	2017	2016	2017	2016	2016	2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	599 654	574 005	586 417	578 450	583 088	582 903	572 045	554 089
BAIIA ajusté	264 831	253 151	258 043	252 129	261 267	255 154	258 328	244 562
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	—	1 126	—	4 320	—	2 030	1 326	6 942
Réclamations et litiges	—	10 499	—	—	—	—	292	(27 431)
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	450 000	—	—	—	—	—	—
Profit à la cession d'une filiale	—	—	—	(12 940)	—	—	(167)	—
Bénéfice (perte) de la période	82 082	(381 886)	78 232	75 688	81 959	66 831	80 662	78 529
Bénéfice (perte) de la période attribuable aux propriétaires de la Société	30 043	(117 670)	25 865	33 330	30 765	25 197	29 792	25 402
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	243 584	186 209	253 808	211 460	122 875	90 247	271 114	275 690
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	100 742	94 905	87 036	117 220	97 344	147 230	111 002	130 768
Flux de trésorerie disponibles	109 639	91 934	119 461	77 172	109 333	40 938	88 028	73 150
Bénéfice (perte) par action ⁽¹⁾								
De base	1,81	(7,03)	1,55	1,99	1,84	1,51	1,78	1,52
Dilué(e)	1,80	(7,03)	1,54	1,98	1,83	1,50	1,78	1,51
Dividendes par action	0,34	0,295	0,34	0,295	0,34	0,295	0,295	0,255

(1) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

14.1 SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de Cogeco ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est du secteur des communications, le nombre de clients des services de vidéo et Internet est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances et de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi qu'en Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, dans l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. Aux États-Unis, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne.

15. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 13 juillet 2017. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

/s/ Jan Peeters

Jan Peeters
Président du conseil d'administration

/s/ Louis Audet

Louis Audet
Président et chef de la direction

Cogeco inc.
Montréal (Québec)
Le 13 juillet 2017



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017

COGECO INC.
COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE RÉSULTAT
(non audité)

		Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	Notes	2017	2016	2017	2016
		\$	\$	\$	\$
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)</i>					
Produits	3	599 654	574 005	1 769 159	1 735 358
Charges d'exploitation	5	334 823	320 854	985 018	974 924
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	3	—	1 126	—	7 476
Réclamations et litiges	3	—	10 499	—	10 499
Dotation aux amortissements	6	120 547	124 828	360 448	382 067
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	7	—	450 000	—	450 000
Charges financières	8	33 196	34 273	100 279	106 673
Profit à la cession d'une filiale	18	—	—	—	(12 940)
Impôts sur le résultat	9	29 006	14 311	81 141	56 026
Bénéfice (perte) de la période		82 082	(381 886)	242 273	(239 367)
Bénéfice (perte) de la période attribuable aux :					
Propriétaires de la Société		30 043	(117 670)	86 673	(59 143)
Participations ne donnant pas le contrôle		52 039	(264 216)	155 600	(180 224)
		82 082	(381 886)	242 273	(239 367)
Bénéfice (perte) par action					
De base	10	1,81	(7,03)	5,21	(3,54)
Dilué(e)	10	1,80	(7,03)	5,17	(3,54)

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (perte) de la période	82 082	(381 886)	242 273	(239 367)
Autres éléments du résultat global				
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie</i>				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	(146)	788	1 459	(49 813)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture reclassés à titre de charges financières	—	—	—	48 108
Impôts sur le résultat y afférents	39	(198)	(368)	402
	(107)	590	1 091	(1 303)
<i>Ajustements au titre de l'écart de change</i>				
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	14 278	(27 342)	21 464	(3 917)
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(10 067)	19 406	(16 342)	4 550
Impôts sur le résultat y afférents	(155)	—	(406)	—
	4 056	(7 936)	4 716	633
	3 949	(7 346)	5 807	(670)
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies</i>				
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	(2 945)	(630)	11 833	(5 163)
Impôts sur le résultat y afférents	780	170	(3 136)	1 389
	(2 165)	(460)	8 697	(3 774)
Autres éléments du résultat global de la période	1 784	(7 806)	14 504	(4 444)
Résultat global de la période	83 866	(389 692)	256 777	(243 811)
Résultat global de la période attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	29 965	(120 323)	94 021	(61 910)
Participations ne donnant pas le contrôle	53 901	(269 369)	162 756	(181 901)
	83 866	(389 692)	256 777	(243 811)

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société				Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital social	Réserve de rémunération fondée sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués		
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	(Note 12)		(Note 13)	(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)	
Solde au 31 août 2015	117 172	6 468	26 839	408 334	1 117 810	1 676 623
Perte de la période	—	—	—	(59 143)	(180 224)	(239 367)
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	(200)	(2 567)	(1 677)	(4 444)
Résultat global de la période	—	—	(200)	(61 710)	(181 901)	(243 811)
Rémunération fondée sur des actions	—	3 049	—	—	3 605	6 654
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	—	(395)	—	—	5 588	5 193
Dividendes sur actions à droits de vote multiples (Note 12 C))	—	—	—	(1 631)	—	(1 631)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote (Note 12 C))	—	—	—	(13 177)	(38 985)	(52 162)
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	11	(11)	—
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(2 109)	—	—	—	—	(2 109)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	1 426	(1 048)	—	(378)	—	—
Acquisition par une filiale des participations ne donnant pas le contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	—	—	—	(4 575)	(4 575)
Distribution aux employés par une filiale d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	(1 230)	—	(244)	1 474	—
Total des apports des (distributions aux) actionnaires	(683)	376	—	(15 419)	(32 904)	(48 630)
Solde au 31 mai 2016	116 489	6 844	26 639	331 205	903 005	1 384 182
Solde au 31 août 2016	116 489	7 349	27 109	352 397	940 830	1 444 174
Bénéfice de la période	—	—	—	86 673	155 600	242 273
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	1 843	5 505	7 156	14 504
Résultat global de la période	—	—	1 843	92 178	162 756	256 777
Rémunération fondée sur des actions	—	2 547	—	—	2 467	5 014
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	—	(342)	—	—	5 453	5 111
Dividendes sur actions à droits de vote multiples (Note 12 C))	—	—	—	(1 880)	—	(1 880)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote (Note 12 C))	—	—	—	(15 103)	(43 241)	(58 344)
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	647	(647)	—
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	(1 318)	—	—	(8 542)	—	(9 860)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(2 247)	—	—	—	—	(2 247)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	1 563	(1 513)	—	(50)	—	—
Acquisition par une filiale des participations ne donnant pas le contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	—	—	—	(3 436)	(3 436)
Distribution aux employés par une filiale d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	(1 224)	—	(63)	1 287	—
Total des distributions aux actionnaires	(2 002)	(532)	—	(24 991)	(38 117)	(65 642)
Solde au 31 mai 2017	114 487	6 817	28 952	419 584	1 065 469	1 635 309

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

	Notes	31 mai 2017	31 août 2016
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>		\$	\$
			<i>(retraité, Note 2)</i>
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14 B)	146 661	68 344
Créances clients et autres débiteurs		132 357	142 542
Impôts sur le résultat à recevoir		8 222	12 707
Charges payées d'avance et autres		25 534	17 125
Instrument financier dérivé		286	1 040
		313 060	241 758
Actifs non courants			
Autres actifs		6 069	8 280
Immobilisations corporelles		1 967 042	2 004 247
Immobilisations incorporelles		2 138 701	2 139 466
Goodwill		1 103 633	1 079 365
Instrument financier dérivé		1 008	—
Actifs d'impôts différés		22 291	22 404
		5 551 804	5 495 520
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Endettement bancaire		3 367	4 115
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		239 319	312 914
Provisions		25 105	31 078
Passifs d'impôts sur le résultat		84 029	28 910
Produits différés et perçus d'avance		74 159	61 707
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises		118	—
Tranche à court terme de la dette à long terme	11	129 217	22 527
		555 314	461 251
Passifs non courants			
Dette à long terme	11	2 681 550	2 922 078
Instruments financiers dérivés		—	165
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs		32 920	30 120
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		4 659	16 912
Passifs d'impôts différés		642 052	620 820
		3 916 495	4 051 346
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société			
Capital social	12 B)	114 487	116 489
Réserve de rémunération fondée sur des actions		6 817	7 349
Cumul des autres éléments du résultat global	13	28 952	27 109
Bénéfices non distribués		419 584	352 397
		569 840	503 344
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		1 065 469	940 830
		1 635 309	1 444 174
		5 551 804	5 495 520

COGECO INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	Notes	2017	2016	2017	2016
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>		\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice (perte) de la période		82 082	(381 886)	242 273	(239 367)
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Dotation aux amortissements	6	120 547	124 828	360 448	382 067
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	7	—	450 000	—	450 000
Charges financières	8	33 196	34 273	100 279	106 673
Impôts sur le résultat	9	29 006	14 311	81 141	56 026
Rémunération fondée sur des actions	12 D)	2 699	2 613	6 826	7 256
Perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles		1 557	536	974	1 487
Profit à la cession d'une filiale	18	—	—	—	(12 940)
Contributions au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge		(4 147)	565	(2 485)	(7 307)
		264 940	245 240	789 456	743 895
Variations des activités d'exploitation sans effet de trésorerie	14 A)	26 103	33 132	(48 422)	(28 513)
Charges financières payées		(45 243)	(51 527)	(108 104)	(118 411)
Impôts sur le résultat payés		(2 216)	(40 636)	(12 663)	(109 055)
		243 584	186 209	620 267	487 916
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition d'immobilisations corporelles		(95 987)	(90 092)	(270 779)	(343 064)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs		(4 755)	(4 813)	(14 343)	(16 291)
Regroupement d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis		—	—	(804)	—
Cession d'une filiale, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie cédés	18	—	—	—	47 228
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		—	287	8 560	594
Autres		(10)	(778)	(10)	156
		(100 752)	(95 396)	(277 376)	(311 377)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire		(2 043)	3 534	(748)	26 863
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables		(20 326)	(37 238)	(173 323)	21 489
Remboursement de dette à long terme et règlement des instruments financiers dérivés		(1 607)	(9 346)	(19 461)	(240 650)
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises		(837)	—	(837)	—
Coûts de transaction liés à la conversion de la dette et augmentation des coûts de transaction différés		—	(668)	(472)	(1 140)
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation		(4 354)	—	(9 860)	—
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	12 B)	—	—	(2 247)	(2 109)
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	12 C)	(627)	(544)	(1 880)	(1 631)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	12 C)	(5 003)	(4 391)	(15 103)	(13 177)
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle		479	592	5 111	5 193
Acquisition par une filiale des participations ne donnant pas le contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement		—	—	(3 436)	(4 575)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote payés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle		(14 422)	(13 029)	(43 241)	(38 985)
		(48 740)	(61 090)	(265 497)	(248 722)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères					
		253	(256)	923	(60)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie					
		94 345	29 467	78 317	(72 243)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		52 316	62 479	68 344	164 189
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		146 661	91 946	146 661	91 946

NATURE DES ACTIVITÉS

Cogeco inc. (« Cogeco » ou la « Société ») est une société ouverte canadienne dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CGO ». Cogeco est une société de portefeuille diversifiée qui exerce ses activités dans les secteurs des communications et des médias.

Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications »), la Société fournit à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services de vidéo, d'Internet et de téléphonie au moyen des réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Au Canada, Cogeco Communications exerce ses activités sous le nom de Cogeco Connexion au Québec et en Ontario, et aux États-Unis, sous le nom d'Atlantic Broadband dans l'ouest de la Pennsylvanie, le sud de la Floride, le Maryland/Delaware, la Caroline du Sud et l'est du Connecticut. Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Peer 1, Cogeco Communications fournit à sa clientèle commerciale une gamme de services de technologies de l'information (colocation, connectivité réseau, hébergement, informatique en nuage et services gérés) grâce à ses 16 centres de données, à son vaste réseau FastFiber Network™ et à plus de 50 points de présence en Amérique du Nord et en Europe.

Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Média, la Société détient et exploite, à l'échelle du Québec, des stations de radio offrant une programmation variée et complémentaire destinée à un large éventail d'auditoires, ainsi que son agence de nouvelles, Cogeco Nouvelles.

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels de l'exercice 2016.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que la Société a adopté dans ses états financiers annuels consolidés de l'exercice 2016, à l'exception de ce qui est divulgué à la Note 2. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers et les instruments financiers dérivés, les accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et les actifs des régimes de retraite, qui ont été comptabilisés à la juste valeur, et pour les obligations au titre des prestations définies et les provisions, qui ont été comptabilisées à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les résultats opérationnels pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que dans le secteur des Communications, le nombre de clients du service de vidéo et du service d'Internet est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, à la fin de la saison de télévision ainsi qu'au fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. La Société offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi qu'en Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. Aux États-Unis, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société lors de la réunion tenue le 13 juillet 2017.

2. CHANGEMENT DE CONVENTION COMPTABLE

En 2016, l'IFRS Interpretations Committee (l'« IFRIC ») a été sollicité pour fournir des éclaircissements relativement à la façon dont une entité détermine la méthode prévue de recouvrement de la valeur d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée aux fins du calcul des impôts différés. Dans le cadre de ses réflexions, l'IFRIC a précisé qu'une entité devrait utiliser le taux d'imposition se rapportant à la méthode prévue de recouvrement afin d'évaluer les impôts différés. De plus, le fait qu'une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée ne soit pas amortie ne permet pas nécessairement de conclure que la méthode de recouvrement sera par la vente. À la suite de ces éclaircissements, la Société a modifié de façon rétrospective sa méthode comptable au 1^{er} septembre 2016 et elle a retraité les données de la période précédente pour tenir compte de cette modification, comme il est expliqué plus loin.

IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précise que l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés reflète les conséquences fiscales qui résultent de la façon dont l'entité s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs. La valeur comptable est recouvrée sous la forme d'avantages économiques pour l'entité au cours de périodes futures; par conséquent, la valeur des actifs est recouvrée par la vente ou l'utilisation.

Pour appliquer la nouvelle interprétation, la Société a constaté que l'avantage de ses licences de câblodistribution et de ses licences de radiodiffusion ira à la Société chaque année et que, par conséquent, leur valeur comptable sera recouvrée par l'utilisation. Cet avantage sera donc assujéti à un taux d'imposition plus élevé.

Par conséquent, la Société a modifié sa méthode comptable en ce qui concerne le taux d'imposition utilisé pour déterminer les conséquences fiscales à la date de présentation de l'information financière. La Société est d'avis que cette modification de méthode comptable reflétera mieux la façon dont la valeur de l'actif sera recouvrée par la Société. La modification de méthode comptable a été appliquée de façon rétrospective et entraîne les changements suivants dans les états financiers consolidés de la Société :

	Précédemment présenté	Incidence de la modification de méthode comptable	Actuellement présenté
	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2015			
Actifs d'impôts différés	25 601	(4 093)	21 508
Passifs d'impôts différés	528 211	120 002	648 213
Bénéfices non distribués	453 119	(44 785)	408 334
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 197 120	(79 310)	1 117 810
Solde au 31 août 2016			
Actifs d'impôts différés	26 497	(4 093)	22 404
Passifs d'impôts différés	500 818	120 002	620 820
Bénéfices non distribués	397 182	(44 785)	352 397
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 020 140	(79 310)	940 830

3. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice sectoriel de la Société est présenté en deux secteurs opérationnels : Communications et Autres. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et d'évaluer leur performance.

Le secteur des Communications fournit par l'intermédiaire de la filiale Cogeco Communications, à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services de vidéo, d'Internet et de téléphonie au moyen des réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Au Canada, Cogeco Communications exerce ses activités sous le nom de Cogeco Connexion au Québec et en Ontario, et aux États-Unis sous le nom d'Atlantic Broadband, dans l'ouest de la Pennsylvanie, le sud de la Floride, le Maryland/Delaware, la Caroline du Sud et l'est du Connecticut. Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Peer 1, Cogeco Communications fournit à sa clientèle commerciale une gamme de services de technologies de l'information (colocation, connectivité réseau, hébergement, informatique en nuage ainsi qu'un riche portefeuille de services gérés) grâce à ses 16 centres de données, à son vaste réseau FastFiber Network™ et à plus de 50 points de présence en Amérique du Nord et en Europe.

Le secteur Autres inclut les activités de la radiodiffusion, de la représentation spécialisée dans le domaine de l'affichage publicitaire, du siège social, ainsi que les éliminations intersectorielles. Par l'entremise de sa filiale Cogeco Média, Cogeco détient et exploite des stations de radio offrant une programmation variée et complémentaire destinée à un large éventail d'auditoires. Cogeco Média exploite également Cogeco Nouvelles, l'une des plus importantes agences de nouvelles du Québec, qui alimente des stations de radio communautaires et indépendantes. Par l'entremise

31 mai 2017

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

de sa filiale Métromédia, Cogeco Média a également exploité une entreprise d'affichage publicitaire extérieur spécialisée dans les transports en commun, jusqu'à sa cession le 5 janvier 2016.

La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon son bénéfice sectoriel, qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation et les honoraires de gestion à Cogeco inc. Les autres charges sont présentées par secteur uniquement aux fins de la présentation de l'information financière externe. Les transactions intersectorielles sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

Trois mois clos les 31 mai					
	Communications		Autres		Consolidé
	2017	2016	2017	2016	2017
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits ⁽¹⁾	565 158	540 257	34 496	33 748	599 654
Charges d'exploitation	306 132	292 555	28 691	28 299	334 823
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	4 793	4 587	(4 793)	(4 587)	—
Bénéfice sectoriel	254 233	243 115	10 598	10 036	264 831
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	—	1 126	—	—	—
Réclamations et litiges ⁽³⁾	—	10 499	—	—	—
Dotation aux amortissements	119 597	123 928	950	900	120 547
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles (Note 7)	—	450 000	—	—	—
Charges financières	31 792	32 792	1 404	1 481	33 196
Impôts sur le résultat	26 641	12 127	2 365	2 184	29 006
Bénéfice (perte) de la période	76 203	(387 357)	5 879	5 471	82 082
Acquisition d'immobilisations corporelles	95 447	89 629	540	463	95 987
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	4 755	4 813	—	—	4 755

(1) Pour la période de trois mois close le 31 mai 2017, les produits par marché géographique comprennent 405 120 \$ au Canada (391 702 \$ en 2016), 186 802 \$ aux États-Unis (173 170 \$ en 2016) et 7 732 \$ en Europe (9 133 \$ en 2016).

(2) Comprendent des frais d'acquisition et d'intégration pour Atlantic Broadband et des frais de restructuration pour Cogeco Peer 1.

(3) Comprendent des coûts liés au règlement de réclamations et coûts liés aux litiges.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES

31 mai 2017

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Neuf mois clos les 31 mai					
	Communications		Autres		Consolidé
	2017	2016	2017	2016	2017
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits ⁽¹⁾	1 675 123	1 632 093	94 036	103 265	1 769 159
Charges d'exploitation	903 062	882 566	81 956	92 358	985 018
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	14 286	13 888	(14 286)	(13 888)	—
Bénéfice sectoriel	757 775	735 639	26 366	24 795	784 141
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	—	7 476	—	—	7 476
Réclamations et litiges ⁽³⁾	—	10 499	—	—	10 499
Dotation aux amortissements	357 926	378 664	2 522	3 403	360 448
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles (Note 7)	—	450 000	—	—	450 000
Charges financières	96 357	101 984	3 922	4 689	100 279
Profit à la cession d'une filiale (Note 18)	—	—	—	(12 940)	—
Impôts sur le résultat	75 602	51 225	5 539	4 801	81 141
Bénéfice (perte) de la période	227 890	(264 209)	14 383	24 842	242 273
Total des actifs ⁽⁴⁾	5 348 801	5 333 249	203 003	162 271	5 551 804
Immobilisations corporelles ⁽⁴⁾	1 952 699	1 989 720	14 343	14 527	1 967 042
Immobilisations incorporelles ⁽⁴⁾	2 058 783	2 059 548	79 918	79 918	2 138 701
Goodwill ⁽⁴⁾	1 085 048	1 060 780	18 585	18 585	1 103 633
Acquisition d'immobilisations corporelles	268 552	341 632	2 227	1 432	270 779
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	14 343	15 861	—	430	14 343

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, les produits par marché géographique comprennent 1 194 427 \$ au Canada (1 170 929 \$ en 2016), 550 960 \$ aux États-Unis (535 071 \$ en 2016) et 23 772 \$ en Europe (29 358 \$ en 2016).

(2) Comprennent des frais d'acquisition et d'intégration pour Atlantic Broadband et des frais de restructuration pour Cogeco Peer 1 et Cogeco Connexion.

(3) Comprennent des coûts liés au règlement de réclamations et coûts liés aux litiges.

(4) Aux 31 mai 2017 et 31 août 2016.

Les tableaux suivants présentent certaines données géographiques aux 31 mai 2017 et 31 août 2016 :

Au 31 mai 2017			
	Canada	États-Unis	Europe
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 411 592	522 042	33 408
Immobilisations incorporelles	1 125 956	1 008 181	4 564
Goodwill	240 452	848 201	14 980

Au 31 août 2016			
	Canada	États-Unis	Europe
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 464 877	502 357	37 013
Immobilisations incorporelles	1 131 110	1 002 134	6 222
Goodwill	240 452	824 074	14 839

4. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 1^{er} septembre 2016, Cogeco Connexion a conclu l'acquisition de l'ensemble des actions de Briand et Moreau Câble inc., une entreprise de câblodistribution régionale exerçant ses activités en Gaspésie, au Québec, qui desservait, au 1^{er} septembre 2016, 1 439 clients de services de vidéo et 808 clients de services d'Internet.

L'acquisition a été comptabilisée au moyen de la méthode de l'acquisition et était assujettie aux ajustements postérieurs à la clôture, qui ont été complétés au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017. La répartition finale du prix d'achat s'établit comme suit :

	Préliminaire 30 novembre 2016	Finale 28 février 2017
	\$	\$
Prix d'achat		
Contrepartie versée	880	880
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	896	955
	1 776	1 835
Actifs nets acquis		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	76	76
Créances clients et autres débiteurs	70	57
Charges payées d'avance et autres	9	9
Immobilisations corporelles	204	204
Immobilisations incorporelles	2 296	2 358
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	(102)	(92)
Passifs d'impôts sur le résultat	(13)	(13)
Produits différés et perçus d'avance	(10)	(10)
Passifs d'impôts différés	(549)	(549)
Dettes à long terme prise en charge	(205)	(205)
	1 776	1 835

5. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	111 310	107 657	327 068	324 847
Coûts de prestations de service ⁽¹⁾	170 088	165 041	503 773	501 034
Coûts liés aux clients ⁽²⁾	18 540	19 612	56 775	56 647
Autres achats externes ⁽³⁾	34 885	28 544	97 402	92 396
	334 823	320 854	985 018	974 924

(1) Comprennent le coût des équipements vendus, les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les dépenses liées aux centres de données informatiques, les frais de franchise et les coûts de réseau.

(2) Comprennent les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les charges pour créances douteuses et les frais de recouvrement.

(3) Comprennent les frais relatifs aux immeubles à bureau, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), les pertes et profits sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles et les autres frais d'administration.

6. DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles	104 831	107 411	313 727	328 307
Amortissement des immobilisations incorporelles	15 716	17 417	46 721	53 760
	120 547	124 828	360 448	382 067

7. PERTE DE VALEUR DU GOODWILL ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Au cours de la période de trois mois close le 31 mai 2016, la direction a revu à la baisse ses projections financières futures, ce qui s'est traduit par une diminution de la valeur du placement de Cogeco Communications dans Cogeco Peer 1. Cogeco Communications a donc effectué un test de dépréciation du goodwill et de tous les actifs à long terme de Cogeco Peer 1 au 31 mai 2016. En se fondant sur les attentes réduites à l'égard de la croissance future des produits, de la rentabilité et des flux de trésorerie, Cogeco Communications a comptabilisé une perte de valeur du goodwill sans effet sur la trésorerie de 428,5 millions \$. Également, Cogeco Communications a effectué son test de dépréciation des actifs à long terme et a conclu que la valeur comptable des relations-clients excédait leur valeur recouvrable, calculée comme les flux de trésorerie futurs actualisés qui devraient être tirés de l'actif. Une perte de valeur sans effet sur la trésorerie de 21,5 millions \$ a donc été constatée au cours de la période de trois mois close le 31 mai 2016 à l'égard des relations-clients.

Au 31 mai 2017, Cogeco Communications a effectué un test de dépréciation du goodwill et des actifs à long terme de Cogeco Peer 1, suite au fait que les indicateurs de performance financière sont inférieurs aux prévisions initiales. Il a été déterminé que la valeur recouvrable était supérieure à sa valeur comptable et aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au 31 mai 2017.

31 mai 2017

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

8. CHARGES FINANCIÈRES

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	32 622	33 694	97 414	104 371
Gains nets de change	(725)	(571)	(936)	(1 972)
Amortissement des coûts de transaction différés	658	623	1 938	1 884
Coûts d'emprunt capitalisés ⁽¹⁾	(738)	(509)	(2 097)	(1 318)
Autres	1 379	1 036	3 960	3 708
	33 196	34 273	100 279	106 673

(1) Pour les périodes de trois et de neuf mois closes les 31 mai 2017 et 2016, le taux d'intérêt moyen utilisé pour la capitalisation des coûts d'emprunt était de 4,5 %.

9. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Exigibles	23 670	26 442	72 472	74 927
Différés	5 336	(12 131)	8 669	(18 901)
	29 006	14 311	81 141	56 026

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux réglementaires du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	111 088	(367 575)	323 414	(183 341)
Taux d'imposition combiné canadien	26,50%	26,93%	26,50%	27,15%
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	29 438	(98 972)	85 705	(49 783)
Ajustement lié aux pertes ou aux bénéfices assujettis à des taux d'impôts sur le résultat inférieurs ou supérieurs	2 977	(695)	8 512	3 260
Réévaluation des actifs d'impôts différés	(293)	12 278	(29)	10 518
Incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'impôts pratiquement en vigueur	—	(343)	(1 552)	1 294
Impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables ⁽¹⁾	51	107 450	268	106 282
Incidences fiscales provenant des investissements dans des établissements à l'étranger	(4 327)	(5 423)	(12 762)	(16 616)
Autres	1 160	16	999	1 071
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	29 006	14 311	81 141	56 026

(1) Comprennent 107,2 millions \$ découlant des pertes de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles non déductibles pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2016.

10. BÉNÉFICE (PERTE) PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice (perte) par action de base et dilué(e) :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (perte) de la période attribuable aux propriétaires de la Société	30 043	(117 670)	86 673	(59 143)
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	16 566 422	16 727 192	16 648 843	16 728 792
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives ⁽¹⁾	50 263	—	52 611	—
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives ⁽¹⁾	60 671	—	55 319	—
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	16 677 356	16 727 192	16 756 773	16 728 792
Bénéfice (perte) par action				
De base	1,81	(7,03)	5,21	(3,54)
Dilué(e)	1,80	(7,03)	5,17	(3,54)

(1) Le nombre moyen pondéré potentiellement dilutif des actions subalternes à droit de vote, totalisant 103 472 et 103 136 pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2016, est antidilutif en raison de la perte enregistrée dans la période.

11. DETTE À LONG TERME

	Échéance	Taux d'intérêt %	31 mai 2017 \$	31 août 2016 \$
Société ⁽¹⁾				
Déventures non garanties	novembre 2021	6,50	34 813	34 784
Billets non garantis de premier rang	mars 2020	6,00	49 328	49 164
Contrat de location-financement	février 2022	4,27	106	11
Filiales				
Facilité à terme renouvelable ⁽²⁾				
Facilité renouvelable du Canada				
Emprunt renouvelable - 59,5 millions \$ US au 31 août 2016	janvier 2022	—	—	78 040
Emprunt renouvelable - 23,6 millions £ au 31 août 2016	janvier 2022	—	—	40 646
Facilité renouvelable du Royaume-Uni - 4,4 millions £ au 31 août 2016	janvier 2022	—	—	7 578
Billets garantis de premier rang				
Série A - 25 millions \$ US	septembre 2024	4,14	33 635	32 665
Série B - 150 millions \$ US	septembre 2026	4,29	201 769	195 961
Billets garantis de premier rang Série B	octobre 2018	7,60	54 905	54 853
Billets garantis de premier rang - 215 millions \$ US	juin 2025	4,30	289 129	280 787
Déventures garanties de premier rang série 2	novembre 2020	5,15	199 309	199 174
Déventures garanties de premier rang série 3	février 2022	4,93	199 016	198 878
Déventures garanties de premier rang série 4	mai 2023	4,18	298 006	297 788
Déventure non garantie de premier rang	mars 2018	5,94	99 969	99 939
Billets non garantis de premier rang - 400 millions \$ US	mai 2020	4,88	536 416	520 201
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme A-2 - 95,7 millions \$ US (98,2 millions \$ US au 31 août 2016)	septembre 2019	2,92 ^{(3) (4)}	127 955	127 146
Facilité d'emprunt à terme A-3 - 119,9 millions \$ US (124,6 millions \$ US au 31 août 2016)	septembre 2019	2,92 ^{(3) (4)}	160 288	161 284
Facilité d'emprunt à terme B - 355,4 millions \$ US (362,6 millions \$ US au 31 août 2016)	décembre 2019	3,54 ⁽³⁾	472 123	466 024
Facilité renouvelable - 40 millions \$ US (76 millions \$ US au 31 août 2016)	septembre 2019	2,92 ⁽³⁾	54 000	99 682
			2 810 767	2 944 605
Moins : tranche à court terme			129 217	22 527
			2 681 550	2 922 078

- (1) Le 5 décembre 2016, la Société a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable de 50 millions \$, qui était inutilisée aux 31 mai 2017 et 31 août 2016, pour laquelle l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, jusqu'au 1^{er} février 2022.
- (2) Le 9 décembre 2016, la filiale de la Société, Cogeco Communications, a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable pour laquelle l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, jusqu'au 24 janvier 2022.
- (3) Taux d'intérêt sur la dette, incluant la marge applicable.
- (4) Le 14 octobre 2015, une filiale américaine de Cogeco Communications, a conclu deux conventions de swaps de taux d'intérêt visant à fixer les taux d'intérêt sur un montant notionnel de 150 millions \$ US (75 millions \$ US en vertu de chaque convention) au titre de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains à un taux fixe de 0,6120 % et de 0,9870 % en vertu des facilités d'emprunt à terme A-3 et A-2 jusqu'au 30 octobre 2017 et au 31 juillet 2019, respectivement.

31 mai 2017

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

12. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de premier et de second rang, pouvant être émises en série, ne comportant aucun droit de vote, sauf tel qu'il est prévu par la loi ou par les statuts de la Société.

Actions à droits de vote multiples, 20 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	31 mai 2017	31 août 2016
	\$	\$
1 842 860 actions à droits de vote multiples	12	12
14 807 607 actions subalternes à droit de vote (14 969 572 au 31 août 2016)	120 497	121 815
	120 509	121 827
50 178 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (63 021 au 31 août 2016)	(2 590)	(3 142)
61 386 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement (38 786 au 31 août 2016)	(3 432)	(2 196)
	114 487	116 489

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, les actions subalternes à droit de vote ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		\$
Solde au 31 août 2016	14 969 572	121 815
Rachat et annulation d'actions subalternes à droit de vote ⁽¹⁾	(161 965)	(1 318)
Solde au 31 mai 2017	14 807,607	120 497

(1) Le 28 juillet 2016, Cogeco a annoncé son intention de procéder au rachat par le biais d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, à des fins d'annulation, jusqu'à 375 000 actions subalternes à droit de vote, du 2 août 2016 au 1^{er} août 2017. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, Cogeco a racheté et annulé 161 965 actions subalternes à droit de vote, d'une valeur attribuée moyenne de 1,3 million \$, pour une contrepartie de 9,9 millions \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur moyenne attribuée aux actions a totalisé 8,5 millions \$ et a été comptabilisé dans les bénéfices non distribués.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		\$
Solde au 31 août 2016	63 021	3 142
Actions subalternes à droit de vote acquises	18 379	1 005
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(31 222)	(1 557)
Solde au 31 mai 2017	50 178	2 590

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2017

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2016	38 786	2 196
Actions subalternes à droit de vote acquises	22 701	1 242
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(101)	(6)
Solde au 31 mai 2017	61 386	3 432

C) DIVIDENDES

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, des dividendes déterminés trimestriels de 0,34 \$ l'action, pour un total de 1,02 \$ l'action, ont été versé aux détenteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 17,0 millions \$, comparativement à des dividendes déterminés trimestriels de 0,295 \$ l'action, pour un total de 0,885 \$ l'action, ou 14,8 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 mai 2016.

Au cours de sa réunion du 13 juillet 2017, le conseil d'administration de Cogeco a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,34 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 10 août 2017 aux actionnaires inscrits en date du 27 juillet 2017.

D) RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société et sa filiale, Cogeco Communications, offrent à leurs employés et à ceux de leurs filiales des régimes d'achat d'actions et offrent également à leurs hauts dirigeants et employés désignés des régimes d'options d'achat d'actions. Aux termes de ces régimes, un maximum de 10 % des actions subalternes à droit de vote en circulation sont disponibles. De plus, la Société et sa filiale, Cogeco Communications, offrent des régimes d'unités d'actions incitatives et des régimes d'unités d'actions liées au rendement à leurs hauts dirigeants et employés désignés, et des régimes d'unités d'actions différées aux membres du conseil d'administration. Une description détaillée de ces régimes se trouve dans les états financiers consolidés annuels de 2016 de la Société.

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, Cogeco n'a attribué aucune option d'achat d'actions à ses employés en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société et aucune option n'était en circulation aux 31 mai 2017 et 31 août 2016.

En vertu du régime d'options d'achat d'actions de Cogeco Communications, les options suivantes ont été attribuées et sont en circulation au 31 mai 2017 :

	Options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au 31 août 2016	645 626	53,67
Attribuées ⁽¹⁾	210 650	62,43
Exercées ⁽²⁾	(100 939)	50,64
Annulées	(63 655)	60,60
En circulation au 31 mai 2017	691 682	56,14
Pouvant être exercées au 31 mai 2017	239 203	47,07

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, Cogeco Communications a attribué 81 350 options sur actions à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications.

(2) Pour les options d'achat d'actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré de l'action était de 68,25 \$.

Une charge de rémunération de 334 000 \$ et 892 000 \$ (376 000 \$ et 915 000 \$ en 2016) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017 relativement à ce régime.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES

31 mai 2017

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2017 était de 8,96 \$ (11,36 \$ en 2016) l'option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution, pour les fins de la détermination de la rémunération fondée sur des actions liées aux options, au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2017	2016
	%	%
Taux de dividende attendu	2,52	2,08
Volatilité attendue	21,28	22,34
Taux d'intérêt sans risque	0,81	0,97
Durée prévue (en années)	6,1	6,1

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de la Société, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et sont en circulation au 31 mai 2017 :

En circulation au 31 août 2016	62 475
Attribuées	18 925
Distribuées	(31 222)
En circulation au 31 mai 2017	50 178

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de Cogeco Communications, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et sont en circulation au 31 mai 2017 :

En circulation au 31 août 2016	144 623
Attribuées ⁽¹⁾	41 075
Distribuées	(74 495)
Annulées	(9 665)
En circulation au 31 mai 2017	101 538

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, Cogeco Communications n'a pas attribué d'unités d'actions incitatives à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications.

Une charge de rémunération de 747 000 \$ et 2 198 000 \$ (1 136 000 \$ et 4 060 000 \$ en 2016) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017 relativement à ces régimes.

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement de la Société, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées et sont en circulation au 31 mai 2017 :

En circulation au 31 août 2016	38 062
Attribuées	21 925
Distribuées	(101)
Équivalents de dividendes	991
En circulation au 31 mai 2017	60 877

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2017

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement de Cogeco Communications, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées et sont en circulation au 31 mai 2017 :

En circulation au 31 août 2016	81 376
Attribuées ⁽¹⁾	50 925
Distribuées	(1 362)
Annulées	(18 421)
Équivalents de dividendes	2 131
En circulation au 31 mai 2017	114 649

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2017, Cogeco Communications a attribué 12 150 unités d'actions liées au rendement à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications.

Une charge de rémunération de 791 000 \$ et 1 924 000 \$ (632 000 \$ et 1 679 000 \$ en 2016) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017 relativement à ces régimes.

En vertu du régime d'unités d'actions différées de la Société, les unités d'actions différées suivantes ont été émises et sont en circulation au 31 mai 2017 :

En circulation au 31 août 2016	59 824
Émises	7 196
Rachetées	(7 890)
Équivalents de dividendes	983
En circulation au 31 mai 2017	60 113

En vertu du régime d'unités d'actions différées de Cogeco Communications, les unités d'actions différées suivantes ont été émises et sont en circulation au 31 mai 2017 :

En circulation au 31 août 2016	32 483
Émises	7 097
Équivalents de dividendes	670
En circulation au 31 mai 2017	40 250

Une charge de rémunération de 827 000 \$ et 2 255 000 \$ (469 000 \$ et 602 000 \$ en 2016) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017 relativement à ces régimes.

13. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de couvertures de flux de trésorerie \$	Ajustements au titre de l'écart de change \$	Total \$
Solde au 31 août 2015	438	26 401	26 839
Autres éléments du résultat global	(389)	189	(200)
Solde au 31 mai 2016	49	26 590	26 639
Solde au 31 août 2016	(47)	27 156	27 109
Autres éléments du résultat global	346	1 497	1 843
Solde au 31 mai 2017	299	28 653	28 952

14. TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

A) VARIATIONS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES SANS EFFET DE TRÉSORERIE

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Créances clients et autres débiteurs	8 463	(2 605)	10 723	10 373
Charges payées d'avance et autres	(687)	5 298	(7 783)	1 436
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	14 672	22 283	(58 408)	(49 917)
Provisions	(9 179)	6 634	(7 394)	6 983
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	12 834	1 522	14 440	2 612
	26 103	33 132	(48 422)	(28 513)

B) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Aux 31 mai 2017 et 31 août 2016, la Société ne détenait aucun équivalent de trésorerie.

15. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société et ses filiales offrent à leurs employés des régimes de retraite à prestations définies, des régimes de retraite à cotisations définies ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

La charge totale liée à ces régimes se détaille comme suit :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2017	2016	2017	2016
	\$	\$	\$	\$
Régimes à prestations définies				
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)				
Coût des services rendus au cours de la période	1 002	848	2 975	2 544
Charges administratives	82	72	277	214
Comptabilisée dans les charges financières (autres)				
Intérêts nets	92	48	276	144
Régimes à cotisations définies et régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs				
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)	2 415	2 303	7 621	7 474
	3 591	3 271	11 149	10 376

16. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger Cogeco et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de liquidité

Au 31 mai 2017, la facilité à terme renouvelable d'un montant de 50 millions \$ de la Société était inutilisée et un montant de 5,4 millions \$ avait été utilisé sur la facilité à terme renouvelable de Cogeco Communications d'un montant de 800 millions \$ pour une disponibilité restante de 794,6 millions \$. Par ailleurs, deux filiales de Cogeco Communications bénéficient d'une facilité renouvelable de 202,5 millions \$ (150 millions \$ US) dont un montant de 56,6 millions \$ (41,9 millions \$ US) était utilisé au 31 mai 2017 pour un solde disponible de 145,9 millions \$ (108,1 millions \$ US).

Risque de taux d'intérêt

La Société et sa filiale, Cogeco Communications, sont exposées au risque de taux d'intérêt relativement à leurs instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 31 mai 2017, la totalité de la dette à long terme de la Société et de Cogeco Communications portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes des facilités de crédit de premier rang de Cogeco Communications.

Pour réduire ce risque, Cogeco Communications a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en circulation au 31 mai 2017 :

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,6120 %	30 octobre 2017	Facilité d'emprunt à terme A-3
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,9870 %	31 juillet 2019	Facilité d'emprunt à terme A-2

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 6,2 millions \$ en fonction de la dette existante au 31 mai 2017.

Risque de change

Cogeco Communications est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières d'approximativement 7,5 millions \$ en fonction de la dette existante au 31 mai 2017.

De plus, les investissements nets de Cogeco Communications dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Le risque lié au dollar américain est réduit, puisque la majeure partie des prix d'achat d'Atlantic Broadband et de Cogeco Peer 1 ont été empruntés directement en dollars américains.

Le tableau qui suit présente les investissements nets dans des établissements à l'étranger en cours au 31 mai 2017 :

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	790 millions \$ US	901,7 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains
S.O.	— £	29,2 millions £	S.O.

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 31 mai 2017 étaient de 1,3500 \$ pour un dollar américain (1,3116 \$ au 31 août 2016) et de 1,7387 \$ pour une livre sterling (1,7223 \$ au 31 août 2016). Une baisse de 10 % des taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait diminuer les autres éléments du résultat global d'approximativement 20,1 millions \$.

31 mai 2017

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	31 mai 2017		31 août 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Dettes à long terme	2 810 767	2 939 738	2 944 605	3 067 189

C) GESTION DU CAPITAL

Aux 31 mai 2017 et 31 août 2016, la Société et Cogeco Communications se conformaient à toutes les clauses restrictives et n'étaient assujetties à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société :

	31 mai 2017	31 août 2016
Endettement net garanti ⁽¹⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	1,9	2,2
Endettement net ⁽³⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	2,6	2,9
BAIIA ajusté ⁽²⁾ / charges financières ⁽²⁾	7,7	7,2

- (1) L'endettement net garanti est défini comme le total de l'endettement bancaire, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et du capital sur les débetures non garanties, la débeture non garantie de premier rang et les billets non garantis de premier rang.
- (2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour les périodes de douze mois closes les 31 mai 2017 et 31 août 2016.
- (3) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de Cogeco Communications :

	31 mai 2017	31 août 2016
Endettement net garanti ⁽¹⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	2,0	2,3
Endettement net ⁽³⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	2,6	2,9
BAIIA ajusté ⁽²⁾ / charges financières ⁽²⁾	7,7	7,2

- (1) L'endettement net garanti est défini comme le total de l'endettement bancaire, du billet intersociétés à payer, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et du capital sur la débeture non garantie de premier rang et les billets non garantis de premier rang.
- (2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour les périodes de douze mois closes les 31 mai 2017 et 31 août 2016.
- (3) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises, du billet intersociétés à payer, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

17. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco fournit des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services à Cogeco Communications en vertu d'une convention de services de gestion. En vertu de la convention, les honoraires de gestion sont payables mensuellement et correspondent à 0,85 % des produits consolidés de Cogeco Communications. De plus, la convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco Communications ou de la Société, dans l'éventualité où le montant des honoraires de gestion ne cadrerait plus avec les coûts, le temps et les ressources investis par Cogeco. Cogeco Communications rembourse à Cogeco les frais et débours engagés dans le cadre des services fournis aux termes de la convention. Pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, les honoraires de gestion versés à Cogeco se sont établis à 4,8 millions \$ et à 14,3 millions \$, respectivement, comparativement à 4,6 millions \$ et à 13,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par Cogeco Communications. Toutefois, au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2017, Cogeco Communications a attribué 81 350 options sur actions (71 650 en 2016), elle n'a attribué aucune unité d'actions incitatives et elle a attribué 12 150 unités d'actions liées au rendement (11 150 en 2016) à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications. Au cours des périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2017, Cogeco Communications a facturé à Cogeco des montants de 163 000 \$ et de 465 000 \$ (162 000 \$ et 442 000 \$ en 2016), de 2 000 \$ et de 37 000 \$ (69 000 \$ et 248 000 \$ en 2016) et de 177 000 \$ et de 483 000 \$ (135 000 \$ et 364 000 \$ en 2016), respectivement, relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de Cogeco Communications qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants.

Le 2 août 2016, une convention de prêt intersociétés a été conclue entre la Société et sa filiale, Cogeco Communications, en vertu de laquelle une facilité de crédit renouvelable a été constituée à l'usage de Cogeco Communications. Le montant maximal en capital de la facilité a été établi à 40 millions \$, et la totalité de ce montant a été versée à Cogeco Communications à la date de signature. La facilité de crédit est payable à vue, et les intérêts sont calculés sur le solde quotidien à un taux annuel équivalant à celui de la facilité renouvelable canadienne de Cogeco Communications. Le prêt intersociétés a été entièrement remboursé par Cogeco Communications au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017.

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

18. CESSION D'UNE FILIALE AU COURS DE L'EXERCICE 2016

Le 5 janvier 2016, la filiale de la Société, Cogeco Média, a mené à terme la vente de sa filiale Métromédia, une entreprise d'affichage publicitaire extérieur, pour une contrepartie en trésorerie de 47,5 millions \$ qui était assujettie à un ajustement du fonds de roulement net après la clôture. Le prix de vente a été réduit par des frais de vente d'environ 0,4 million \$. La valeur comptable de l'actif net cédé se chiffrait à 34,1 millions \$, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit avant impôts de 12,9 millions \$ dans les comptes consolidés de résultat.

19. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 10 juillet 2017, Cogeco Communications inc. a annoncé que sa filiale, Atlantic Broadband, a conclu un accord avec Harron Communications, L.P., dans le but d'acquérir la quasi-totalité des actifs de ses systèmes de câblodistribution exerçant ses activités sous le nom de MetroCast (« MetroCast »), qui dessert environ 120 000 clients d'Internet, 76 000 clients de vidéo et 37 000 clients de la téléphonie. La transaction évaluée à 1,4 milliard \$ US inclut la valeur actualisée prévue des avantages fiscaux futurs de 310 millions \$ US et est assujettie aux ajustements de clôture habituels. Cette acquisition devrait être financée au moyen d'un financement par titres d'emprunt sans recours d'Atlantic Broadband et d'une participation en action de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans la société de portefeuille détenant Atlantic Broadband. La transaction est soumise aux conditions de clôture habituelles, aux approbations réglementaires, de même qu'à d'autres conditions habituelles. La Société prévoit conclure la transaction en janvier 2018.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS DU SECTEUR DES COMMUNICATIONS

	31 mai 2017	28 février 2017	30 novembre 2016	31 août 2016	31 mai 2016
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire	2 534 925	2 536 876	2 527 602	2 507 750	2 511 799
Clients du service de vidéo	967 020	976 997	981 682	982 955	992 409
Clients du service Internet	1 034 686	1 023 519	1 007 610	987 365	977 538
Clients du service de téléphonie	533 219	536 360	538 310	537 430	541 852
CANADA					
Unités de service primaire	1 926 537	1 934 496	1 930 909	1 914 017	1 921 799
Clients du service de vidéo	729 701	737 975	740 855	739 323	747 257
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	42,3 %	42,9 %	43,3 %	43,4 %	43,9 %
Clients du service Internet	764 350	759 152	749 275	733 701	728 086
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	44,3 %	44,2 %	43,8 %	43,0 %	42,8 %
Clients du service de téléphonie	432 486	437 369	440 779	440 993	446 456
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	25,1 %	25,5 %	25,8 %	25,9 %	26,3 %
ÉTATS-UNIS					
Unités de service primaire	608 388	602 380	596 693	593 733	590 000
Clients du service de vidéo	237 319	239 022	240 827	243 632	245 152
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	40,1 %	40,4 %	40,7 %	41,2 %	41,4 %
Clients du service Internet	270 336	264 367	258 335	253 664	249 452
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	45,7 %	44,7 %	43,7 %	42,9 %	42,1 %
Clients du service de téléphonie	100 733	98 991	97 531	96 437	95 396
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	17,0 %	16,7 %	16,5 %	16,3 %	16,1 %